

REPUBLIQUE DU BURUNDI

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA
COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

**PROJET D'APPUI A LA GESTION ECONOMIQUE
(PAGE)**

RAPPORT D'ACTIVITES DU PAGE AU 31 DECEMBRE 2008

Janvier 2009

Table des matières

Table des matières	i
Liste des abréviations et sigles	ii
COMPOSANTE I : APPUI A LA GESTION MACROECONOMIQUE, COLLECTE ET ANALYSE DES DONNEES.	2
1.1. Objectifs de la 1 ^{ère} composante.....	2
1.2. Les activités prévues de la 1 ^{ère} composante.....	2
1.3. Les activités de la 1 ^{ère} composante clôturées au 31décembre 2008.....	3
1.4. Etat d'avancement des activités de la 1 ^{ère} composante.....	5
1.5. Réalisation des indicateurs de performance.....	12
COMPOSANTE II : RENFORCEMENT DE LA TRANSPARENCE DANS LA GESTION FINANCIERE ET ADMINISTRATIVE PUBLIQUE.	15
2.1 . Objectif de la 2 ^{ème} composante.	15
2.2 . Les activités prévues de la 2 ^{ème} composante.....	15
2.3 . Les activités clôturées de la 2 ^{ème} composante au 31décembre 2008.....	16
2.4 . Etat d'avancement des activités de la 2 ^{ème} composante.	20
2.5 . Réalisation des indicateurs de performance de 2 ^{ème} composante.....	32
COMPOSANTE III : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE.	35
3.1. Objectifs de la 3 ^{ème} composante.	35
3.2. Les activités prévues de la 3 ^{ème} composante.....	35
3.3. Les activités clôturées de la 3 ^{ème} composante au 31décembre 2008.....	36
3.4. Etat d'avancement des activités de la 3 ^{ème} composante.	37
3.5. Réalisation des indicateurs de performance de la 3 ^{ème} composante.....	48
COMPOSANTE IV : BONNE GOUVERNANCE ET JUSTICE.	50
4.1. Objectifs de la 4 ^{ème} composante.	50
4.2. Les activités prévues de la 4 ^{ème} composante.....	50
4.3. Les activités clôturées de la 4 ^{ème} composante au 31décembre 2008.....	51
4.4. Etat d'avancement des activités de la 4 ^{ème} composante.	56
4.5. Réalisation des indicateurs de performance de la 4 ^{ème} composante.....	66
COMPOSANTE V. UNITE DE COORDINATION DU PROJET.	68
5.1. Exécution budgétaire par composante au 31 décembre 2008 par rapport au total du crédit.....	68
5.2. Etat de la situation patrimoniale au 31/12/2008 (exprimé en Francs Burundais)	69
5.3. Etats des ressources et des emplois au 31/12/2008	70
5.4. Etats des recettes et des dépenses au 31/12/2008.....	70

Liste des abréviations et sigles

AD	: Adjoint Technique de la Statistique
AFJO	: Association des Femmes Journalistes
AFRISTAT	: Observatoire Economique et Statistique d’Afrique Subsaharienne
AFROSAI	: Organisation Africaine des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques
APB	: Abattoir Public de Bujumbura
CAS	: Country Assistance Strategies
CDMT	: Cadres des Dépenses à Moyen Termes
CDMT	: Cadre de Dépenses à Moyen et Long Terme
CEBAC	: Centre Burundais d’Arbitrage et de Conciliation
CNIS	: Conseil National d’Information Statistique
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
CPSS	: Comité de Pilotage du Système Statistique
CRC	: Comité de Réformes Café
CREFI AF	: Conseil Régional de renforcement des Institutions Supérieures de Contrôle de l’Afrique Francophone Subsaharienne
CRRI	: Comité Régional de renforcement Institutionnel de CREFI AF
CSLP	: Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CTC	: Comité Technique Coton
CTH	: Comité Technique Horticulture
CTT	: Comité Technique Thé
EAFC A	: Eastern Africa Finest Coffe Association
FIGE	: Forum des Inspections Générales d’Etat Africaines
GANEREC	: Groupe d’Analyse Economique et de Renforcement des Capacités
INPLABU	: Système d’Information et de Planification du Burundi
INPLABURA	: Système d’Information et de Planification du Burundi Rénové et Aménagé
IS	: Ingénieur Statisticien
ISTEEBU	: Institut de Statistique et d’Etudes Economiques du Burundi
LOF	: Loi Organique des Finances
MINAGRI	: Ministère de l’Agriculture et de l’Elevage.
NA	: Non Applicable
ND	: Non démarré
O.T.B	: Office du Thé du Burundi
ONPR	: Office National de Pensions et de Retraite
PAP	: Plan d’actions Prioritaires
PETS	: Public Expenditure tracking survey
PIP	: Programme d’Investissements Publics
PRCI	: Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles
RGCP	: Règlement Général de Comptabilité Publique
RJDHD	: Réseau des Journalistes pour le Développement Humain Durable
SCEP	: Service Chargé des Entreprises Publiques
SIGEFI	: Système informatique Intégré de Gestion des Finances Publiques
SIP	: Société Immobilière Publique
SM	: Société mixte
SNDS	: Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
SP/REFES	: Secrétariat Permanent des Réformes Economiques et Sociales
SPP	: Société à Participation Publique
SYDONIA	: Système Douanier Automatisé
TDRS	: Termes de Référence
TOFE	: Tableau des opérations financière de l’Etat
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UCAR	: Union Commerciale d’Assurance et de Réassurance
VMP	: Vice-Ministère chargé de la Planification.
WBI	: World Bank Institute.

**COMPOSANTE I : APPUI A LA GESTION MACROECONOMIQUE, COLLECTE
ET ANALYSE DES DONNEES.**

COMPOSANTE I : APPUI A LA GESTION MACROECONOMIQUE, COLLECTE ET ANALYSE DES DONNEES.

1.1. Objectifs de la 1^{ère} composante.

Au regard des problèmes qui subsistent en matière de collecte de données statistiques, de projections macro économiques et d'analyses économiques, cette composante vise à atteindre les objectifs suivants :

- renforcer les capacités institutionnelles d'assistance technique en gestion macroéconomique ;
- renforcer les capacités du personnel dans l'élaboration et l'utilisation des modèles de prévision macroéconomique et sectorielle, l'analyse des politiques macroéconomiques, la mise à jour de l'élaboration des comptes nationaux, la gestion et l'analyse de la soutenabilité de la dette ;
- poursuivre et renforcer les réformes institutionnelles et structurelles en vue d'une croissance économique soutenue de réduction de la pauvreté afin d'établir un cadre de référence pour un accès rapide à l'initiative de réduction de la dette (PPTE) des Pays Pauvres Très Endettés ;
- améliorer l'efficacité dans la collecte et l'utilisation des données statistiques permettant à l'ISTEEBU d'établir une base de données informatisée et de compléter les bases de données spécifiques des autres secteurs décentralisés de l'Etat.

1.2. Les activités prévues de la 1^{ère} composante.

Les actions prévues par le projet PAGE dans cette composante sont réparties dans trois sous composantes ci après :

Sous composante 1.1 : Renforcer les capacités du système statistique national pour une production régulière et fiable des données statistiques

- Adhésion du Burundi à l'AFRISTAT
- Mise en place des textes et leur opérationnalisation ;
- Appui à la production des comptes nationaux (enquêtes complémentaires, financement des missions extra – statutaires d'AFRISTAT);
- Elaboration d'une Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) [PM];
- Formation des statisticiens à l'Université du Burundi ;
- Enquête de suivi des dépenses publiques et la satisfaction des bénéficiaires ;
- Renforcer les capacités des unités statistiques sectorielles, provinciales et régionales ;
- Appui logistique de l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

Sous composante 1.2 : Le renforcement des capacités de suivi – évaluation du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté

- Mise en place du dispositif de suivi du CSLP (ateliers, production des rapports, etc.);
- Appui au Groupe d'Analyse Economique et de Renforcement des Capacités (GANEREC) ;
- Appui logistique du Secrétariat Permanent des Réformes Economiques et Sociales -SP/REFES.

Sous composante 1.3 : Le renforcement des outils de gestion macroéconomique

- Révision du modèle de planification macroéconomique et formation des cadres en programmation financière ;
- Appui logistique des unités de planification sectorielles ;
- Appui aux publications du Vice – Ministère chargé de la planification.

1.3. Les activités de la 1^{ère} composante clôturées au 31 décembre 2008.

Sous - Composante 1.1 : Renforcer les capacités du système statistique national.

Les activités réalisées au niveau de cette première sous composante sont les suivantes :

- L'adhésion du Burundi à AFRISTAT. Le traité a été ratifié le 26 juin 2007 et le projet a payé la cotisation du Burundi à AFRISTAT pour un montant de 420 759 Euros le 21/08/2007. Le Burundi bénéficiera d'une assistance technique pendant dix ans en raison de quatre missions par an.
- Appui à la production des comptes nationaux, année 2005 : Le Projet a financé des enquêtes complémentaires visant à améliorer la base de données nécessaires à la production des comptes nationaux de l'année de base 2005. Ces enquêtes portaient sur la pêche, la construction, les infrastructures scolaires et sanitaires.
- L'appui logistique :
 - ISTEERBU : des équipements informatiques, deux véhicules et un groupe électrogène ont été acquis.
 - Programme de formation des statisticiens : livraison de 66 livres par IMPARUDI et la Librairie Saint Paul pour l'équipement de la bibliothèque des étudiants statisticiens de l'Université du Burundi (mai 2008) ;
 - Centre de documentation statistique de l'ISTEERBU : livraison de 41 livres par IMPARUDI et la Librairie Saint Paul au mois de mai 2008.
 - Unités statistiques provinciales et régionales : Les équipements informatiques ont été livrés et réceptionnés dans toutes les unités statistiques sectorielles (Justice, Fonction Publique, Agriculture, Département de la population) au mois de mars 2008.

Sous – composante 1.2 : Renforcer les capacités de suivi – évaluation du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP)

Les activités réalisées au niveau de la deuxième sous composante sont :

- L'équipement informatique du Groupe d'Analyse Economique et de Renforcement des Capacités (GANEREC) est disponible ;
- Le financement des ateliers de concertation communautaires dans le cadre de l'élaboration du 1^{er} rapport de suivi – évaluation du CSLP par le deuxième Vice – Président de la République ;
- La connexion Internet du SP/REFES.

Sous – composante 1.3 : Renforcer les outils de gestion macroéconomique

Les activités déjà réalisées au niveau de cette sous - composante sont reprises ci- après :

- Renforcement des capacités du Comité Technique «Macroéconomie»: L'équipe de modélisation macroéconomique a bénéficié d'une formation sur le logiciel EVIEW'S avec application sur le modèle INPLABURA ;
- Appui à la publication des rapports annuels de l'Economie Burundaise (Economie Burundaise 2004, 2005 et 2006)
- Equipement informatique du Vice – Ministère chargé de la planification.
- Le modèle de prévision macroéconomique INPLABU a été révisé et amélioré est devenu INPLABURA afin de tenir compte des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Il est en cours de finalisation.

1.4. Etat d'avancement des activités de la 1^{ère} composante.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
SOUS – COMPOSANTE 1.1 : RENFORCER LES CAPACITES DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL					
1.1.1	Assistance Technique d'AFRISTAT à l'ISTEEBU	<ul style="list-style-type: none"> - Le paiement de la cotisation du Burundi à l'AFRISTAT pour une assistance technique de 10 ans l'ISTEEBU a été effectué le 21/8/2007. - L'ISTEEBU a déjà bénéficié de 3 missions de l'Expert d'AFRISTAT dans le cadre d'assistance pour la production des comptes nationaux 2007. - Un programme d'assistance d'AFRISTAT à l'ISTEEBU pour l'année 2008-2009 a été transmis le 8/8/2008. 	Suivre l'exécution de la dernière mission statutaire d'AFRISTAT à l'ISTEEBU de l'année 2008 prévue au mois de février 2009.	Janvier – déc. 2008	Il faut que l'ISTEEBU prenne des stratégies pour bénéficier des 4 missions statutaires prévues chaque année.
1.1.2	Mise en place des textes et leur opérationnalisation.	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les textes portant sur la loi statistique ont été analysés par les organes habilités et promulgués en septembre 2007. - Les décrets portant sur la réforme de l'ISTEEBU et la mise en place du Conseil National de l'Information Statistique ont été signés en mars 2008. 	Mise en place des membres du Conseil National de l'Information Statistique (CNIS)	PM	Le Vice Ministère chargé de la Planification doit faire le suivi pour la mise en place du Conseil National de l'Information Statistique.
1.1.3	Elaboration de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (PM)	<ul style="list-style-type: none"> - Le Don ADIF a été renouvelé jusqu'au 31/12/2009. - Le consultant international a été recruté au mois de décembre 2008. - Une cellule de coordination de la SNDS a été créée au sein de l'ISTEEBU le 30/12/2008 pour coordonner les étapes de la SNDS et servir d'intermédiaire entre les Experts nationaux et le consultant international. - Un comité technique composé par les représentants des unités statistiques sectorielles a été mis sur pied. 	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement des experts nationaux - Suivi de l'élaboration de la SNDS par le consultant international recruté. 	PM	- Cette activité n'est pas financée sur la ligne de crédit du PAGE ; L'ISTEEBU est responsable de son exécution.
1.1.4	Appui à la production des comptes nationaux	<ul style="list-style-type: none"> - Les comptes définitifs de l'année de base 2005 sont disponibles depuis le mois de 	Production de 200 exemplaires sur les comptes nationaux de	Janv. – Déc. 2008	

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		novembre. - Le service de production des comptes nationaux de l'ISTEEBU a bénéficié d'une antenne pour assurer la connexion Internet de ses bâtiments. - Un Expert d'AFRISTAT a appuyé l'équipe des comptables nationaux pendant deux semaines (en juillet 2008) dans le cadre de l'élaboration des comptes nationaux de l'année 2006 et un calendrier de production des comptes 2006 a été affiné à cette fin. - L'ISTEEBU a introduit le 15/12/2008 la demande de financement pour la publication des comptes 2005.	l'année de base 2005.		
	♦ Enquêtes complémentaires	Les enquêtes ont été menées pour améliorer la base de données nécessaire à la production de comptes 2006.	Collecte des données pour la production des comptes de l'année 2006.	Mai – déc. 2008	L'ISTEEBU doit accélérer la collecte des données pour la production des comptes de l'année 2006.
1.1.5	Enquête PETS	- Le contrat a été signé le 14/7/2007 et le lancement de l'enquête a eu lieu le 17/9/2007 . - Le consultant a envoyé la base de données de l'enquête PETS le 8/11/2008 . - une mission du consultant a séjourné à Bujumbura du 9 au 13/12/2008 pour animer des ateliers de validation du rapport final et des plans d'action pour les secteurs santé, éducation et justice. L'aide mémoire de la mission du consultant a été réceptionné le 19/12/2008 .	Réception du rapport définitif intégrant le plan d'action	Janv. – déc. 2008	IL faut cependant souligner que les services bénéficiaires de l'enquête prennent du retard dans l'appropriation de cette activité alors qu'elle fait partie des déclencheurs au point d'achèvement.
1.1.6	Programme de Formation des statisticiens à l'Université du Burundi	-La première promotion des adjoints techniques de la Statistique (28 lauréats) a déjà terminé sa formation et a été engagée par l'ISTEEBU. Pour assurer un meilleur encadrement des étudiants de 3 ^{ème} année des Ingénieurs, un accord cadre de coopération a été signé entre l'ENSEA et l'Université du Burundi le 13/02/2008. Toutes les missions d'enseignement au titre de la convention ont été réalisées. -Les spécimens de la maquette des diplômes à	- Validation des spécimens et des diplômes ; - Préparation et remise des diplômes aux étudiants	Janv. – déc. 2008	

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		délivrer aux lauréats ont été analysés le 19/12/2008.			
	Entretien des ordinateurs à l'Université du Burundi	<ul style="list-style-type: none"> - 12 écrans des ordinateurs tombés en panne ont été remplacés le 2/4/2008. - Une lettre exprimant les besoins de l'entretien et de la connexion Internet de la salle informatique a été envoyée par le Doyen le 25/11/2008. 	Demander la situation actualisée pour acheter les fournitures demandées.		
1.1.7	Mise en place d'un système d'information statistique.				
	♦ Création d'un site WEB de l'ISTEEBU	<ul style="list-style-type: none"> - Le site web a été conçu et réceptionné au mois de novembre 2007 mais la formation des cadres chargés d'animer le site reste toujours attendue. - L'ISTEEBU a déjà identifié les cadres à former à travers une correspondance adressée au PAGE. - Le consultant a présenté le site au cours du mois d'août 2008. La maintenance sera assurée par le même consultant suivant un calendrier trimestriel préalablement établi. 	Formation des cadres de l'ISTEEBU.	Avril 2008	- Il faut que le consultant finalise la formation des cadres de l'ISTEEBU chargés de l'animation du site pour clôturer le contrat.
1.1.8	Appui logistique des unités statistiques provinciales et régionales	<ul style="list-style-type: none"> - Le dossier d'appel d'offre a été publié le 1/10/2007. Les équipements informatiques ont été livrés et réceptionnés dans les unités statistiques sectorielles (Justice, Fonction Publique, Agriculture, Département de la population) au mois de mars. - Un programme de travail des unités statistiques élaboré sous la direction de l'ISTEEBU est attendu. 	Equiper des nouvelles unités statistiques provinciales et régionales.	Août – sept 2008	Les lauréats Adjointes Techniques de la statistique ont été recrutés et affectés dans les nouvelles unités statistiques provinciales et régionales. L'ISTEEBU doit transmettre les besoins en équipement au projet.
1.1.9	Mise en place de la Base de données ISTEEBU/BRB	<ul style="list-style-type: none"> - Un comité technique composé par les cadres de l'ISTEEBU et de la BRB a été mis sur pied. - Le contrat avec SOFTER CENTER a été signé le 25/7/2008. - Le consultant a transmis le rapport définitif le 25/11/2008. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en ligne de la base de données entre l'ISTEEBU et la BRB. - Présentation officielle de la base de données par le consultant au mois de janvier 2009 	Avril – oct. 2008	

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		<ul style="list-style-type: none"> - Un programme de formation en faveur du Comité Technique a été transmis par le consultant SOFTER CENTER. - La formation des administrateurs de la base de données a eu lieu du 14 au 26/12/2008. - Des séances de formation supplémentaire ont été demandées par les bénéficiaires de la formation le 29/12/2008. 			
SOUS COMPOSANTE 1.2 : RENFORCER LES CAPACITES DE SUIVI – EVALUATION DU CSLP					
1.2.1	Mise en place d'un dispositif de suivi évaluation du CSLP				
1.2.1.1	Mise en place du cadre institutionnel du GANEREC	<ul style="list-style-type: none"> - Une équipe du GANEREC composée des cadres du Ministère des Finances, de l'Economie et de la Coopération au Développement, le Ministère de l'Education Nationale, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, le Ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du Territoire, le Vice – Ministère chargé de la Planification, le Secrétariat Permanent des Réformes Economiques et Sociales et l'ISTEEBU a été mise sur pied pour travailler sur des thèmes centrés principalement sur l'analyse de la pauvreté et le suivi – évaluation du CSLP. - L'équipe a bénéficié d'une formation sur STATA et elle travaille actuellement sur des thèmes convenus avec le SP/REFES. - Une réunion d'analyse des thèmes a été organisée le 26/11/2008 par l'équipe multisectorielle - Une note expliquant la création et le fonctionnement du GANEREC a été envoyé à la 2^{ème} Vice Présidence de la République le 29/12/2008. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place du cadre institutionnel. - Finalisation des travaux d'analyse des thèmes. 	Janv. – mai 2008	Le GANEREC serait un bon cadre de suivi – évaluation du CSLP et d'analyse d'impact des politiques économiques. Le SP/REFES devrait prendre des dispositions nécessaires pour élaborer le cadre institutionnel.
1.2.1.2	Publication du 1^{er} rapport de suivi –	<ul style="list-style-type: none"> - Les consultations et les restitutions communales, provinciales et thématiques 	Elaboration du 2 ^{ème} rapport.	Janv. – déc. 2008	

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
	évaluation du CSLP	<p>sont terminées au mois de mai 2008.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Restitution du rapport aux Gouverneurs des provinces a été présidé par le 2^{ème} Vice – Président à GITEGA en date du 25/7/2008. - Le rapport de suivi évaluation du CSLP est disponible. 			
SOUS - COMPOSANTE 1.3 : RENFORCER LES OUTILS DE GESTION MACROECONOMIQUE					
1.3.0	Révision du modèle INPLABU	<ul style="list-style-type: none"> - Le consultant a déjà produit le manuel d'utilisateur du modèle INPLABURA et le rapport de stratégie de production de « l'Economie Burundaise » et « les notes de conjoncture ». - Une mission du consultant SOFRECO a été réalisée du 13 au 27 juillet 2008 sur la formation et applications du logiciel EVIEW'S afin de parachever la formation des cadres ayant travaillé sur le modèle INPLABURA. Il était question de revisiter et d'enrichir la base de données, faire tous les tests de fiabilité des équations de comportement sortir les tableaux de synthèse, etc. - Malheureusement, la mission de deux semaines n'a pas suffi pour finaliser le modèle qui jusqu'à présent n'est pas fonctionnel. - Le modèle INPLABURA et la base de données ont été envoyés à SOFRECO pour diagnostiquer les blocages constatés et y apporter des solutions le 3/10/2008. - Une lettre a été envoyée à SOFRECO le 05/12/2008 lui demandant de recruter un expert Eviews pour travailler à distance avec son expert en modélisation afin de transmettre au Vice-Ministère chargé de la Planification le modèle INPLABURA 	- Finalisation du modèle	Janv. – juin 2008	Il faut que le consultant prenne toutes ses dispositions pour finaliser le modèle.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		opérationnel.			
1.3.1	Exploitation du modèle INPLABURA	Le modèle est encore provisoire et reste à le finaliser pour le rendre opérationnel. Le logiciel EVIEW'S 6.0 a été mis à la disposition de l'équipe de modélisation macroéconomique pour assurer la participation effective des 21 cadres concernés par la formation.	- Rédaction de la note de conjoncture	Janv. - déc. 2008	
1.3.1.1	Formation sur EVIEW'S	<ul style="list-style-type: none"> - L'équipe macro économie a bénéficié d'une 1ère session de formation sur EVIEW's avec application sur le modèle INPLABURA du 25/10/2007 au 23/11/2007. - La mission du consultant SOFRECO a eu lieu du 14 au 27/7/2008 sur la formation de l'équipe sur le logiciel EVIEW'S pour opérationnaliser toutes les applications du modèle INPLABURA. - Les licences EVIEW'S ont été réceptionnées le 11/8/2008 et ont été transmis au Vice Ministère Chargé de la Planification le 19/8/2008 - L'installation des logiciels (25) dans les machines des différents services bénéficiaires est intervenue le 17/9/2008. 	Organiser une évaluation sur les applications du logiciel	Mars 2008	<ul style="list-style-type: none"> - Il faut organiser une évaluation pour diagnostiquer s'il y a d'autres besoins en formation dans le cadre de la maîtrise de toutes les fonctionnalités du modèle. - Il faut établir des relations de coopération avec les centres de recherche des universités pour créer un cadre stable et de renforcement des capacités en modélisation.
1.3.2	Formation des cadres sur la programmation financière.	Le projet de TDRs a été élaboré mais le budget de l'activité a été réaffecté.	-	Mars – mai 2008	
1.3.3	Appui à l'élaboration du PIP et à l'évaluation du Plan d'actions Prioritaires (PAP)	L'activité a été financée par le Projet PRCI.	-	Janv. – avril 2008	La méthode à résultat rapide est appliquée à cette activité.
1.3.4	Mise en place des CDMT	<ul style="list-style-type: none"> - Un comité mixte Finance - Plan composé de 4 cadres a été nommé pour démarrer cette activité transversale. - Les TRDs révisés par un Expert de 	Réception de la non objection.	Janv. – avril 2008	

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		KINSHASA proposé par la Banque Mondiale ont été envoyés à la demande de non objection le 17/12/2008.			
1.3.5	Appui aux publications du MPDRN				
	- Economie burundaise	<ul style="list-style-type: none"> - Les rapports sur l' « économie burundaise » portant sur les exercices 2004, 2005 et 2006 ont été publiés. - Le rapport annuel de l'année 2007 a été produit en novembre 2008. - Le processus de passation de marché pour l'impression de 200 exemplaires de l'économie burundaise 2007 est en cours. 	- Publication de l'Economie Burundaise 2007.	Janvier -déc. 2008	Il faut accélérer la production du rapport de 2008.
	- Note de conjoncture	- Non encore produit.	Production des notes de conjoncture	Avril – déc. 208	Il faut que l'équipe de modélisation initie la production des notes de conjoncture en exploitant le modèle SPAHD en attendant que le modèle INPLABURA soit opérationnel.

1.5. Réalisation des indicateurs de performance.

Indicateurs	Etat de réalisation	Observations
<p>1) Les comptes nationaux sont produits annuellement</p>	<p><u>Comptes 2005 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les comptes nationaux de l'année de base 2005 sont disponibles depuis le mois de novembre 2008. - L'impression de 200 exemplaires des comptes nationaux de 2005 est en cours. - La publication de ces comptes est prévue au mois de janvier 2009. <p><u>Comptes nationaux de l'année 2006 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La collecte des données pour la confection des comptes nationaux de l'année 2006 est en cours. 	<p>L'indicateur étant annuel, sa réalisation sera échelonnée : Les comptes 2005 seront publiés en janvier 2009, ceux de 2006 en juin 2009.</p> <p>Le plan de production des autres comptes n'est pas encore discuté.</p> <p>De la capacité de l'ISTEEBU dans la production régulière des comptes nationaux (atouts pour la continuité) :</p> <p>a) <u>Dotation de ressources humaines qualifiées:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 28 candidats de la première promotion des Adjoints Techniques de la statistique ont été recrutés par l'ISTEEBU pour collecter les données statistiques nécessaires à la production régulière des comptes nationaux; - 46 Ingénieurs statisticiens et 25 Adjoints Techniques de la Statistique qui terminent leurs études au mois de mars 2008 pourront être recrutés par l'ISTEEBU. <p>b) <u>Assistance technique d'AFRISTAT :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ISTEEBU bénéficiera d'une assistance technique d'AFRISTAT pour une durée de 10 ans (soit 4 missions statutaires par an) afin d'appuyer le développement du système statistique et de production des comptes nationaux.
<p>2) Les données statistiques de base sur les performances de l'économie sont produites pour : la production des rapports trimestriels et annuels sur l'économie et les finances</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les rapports annuels sur l'économie burundaise portant sur les exercices 2004, 2005, 2006 et 2007 ont été produits. Tous ces rapports ont été publiés sauf celui de 2007 en cours d'impression (200 exemplaires) pour qu'il soit publié en janvier 2009. - Les rapports trimestriels (notes de conjoncture) sont produits uniquement par la BRB. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les notes de conjoncture sont produites par la Banque de la République du Burundi. - Au Vice Ministère chargé de la Planification, ces notes de conjoncture étant produites à partir du modèle macroéconomique, elles seront produites en 2009 dès que le modèle INPLABURA sera opérationnel.
<p>3) La base de données sera créée en collaboration avec l'ISTEEBU et la BRB</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La base de données définitive a été réceptionnée le 25/11/2008. - La formation des administrateurs de la base de données a eu lieu du 14 au 26/12/2008. Des séances de formation supplémentaire ont été demandées par les bénéficiaires le 29/12/2008. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'ISTEEBU a des bases de données qui couvrent essentiellement le secteur réel. Les secteurs monétaires et financiers ne sont pas couverts par l'ISTEEBU mais sont suivis par la BRB. - Une équipe technique ISTEEBU-BRB a été mise en place pour piloter la constitution de la base de données intégrant tous les secteurs. - La base de données sera mise en réseau entre l'ISTEEBU et la BRB en janvier 2009.
<p>4) Les cadres de l'ISTEEBU, du Ministère des Finances et de la BRB sont formés.</p>		
<p>a) Formation des statisticiens</p>	<p>L'ISTEEBU a bénéficié d'un programme spécial de formation des statisticiens à l'Université du Burundi qui enregistre actuellement :</p>	<p>Des formations et séminaires ont été organisés dans le cadre de l'assistance technique d'AFRISTAT à l'ISTEEBU de longue durée (10 ans) pour appuyer les cadres de l'ISTEEBU dans la production des comptes nationaux et le</p>

Indicateurs	Etat de réalisation	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> - 28 Adjoints Techniques de la statistique qui ont été tous recruté par l'ISTEEBU - 46 candidats Ingénieurs Statisticiens en stages de fin d'étude actuellement et qui terminent leur formation en mars 2008 ; - 25 candidats Adjoints Techniques de la statistique qui terminent en mars 2008 ; 	développement du système statistique.
b) Nombre de cadres formés sur la modélisation macroéconomique (le modèle INPLABURA ; SPADH et le logiciel d'application Eview's).	<ul style="list-style-type: none"> - 13 cadres du Vice Ministère de la Planification - 3 cadres du Ministère des Finances - 3 cadres de la BRB - 2 cadres du SP/REFES - 1 cadre de l'Université du Burundi 	<p>Dans le cadre de l'opérationnalité et de l'exploitation du modèle macroéconomique, l'équipe mixte de modélisation a bénéficié d'un renforcement des capacités sur l'utilisation du nouveau modèle rénové et amélioré (devenu INPLABURA) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La première session de formation de 17 cadres de l'équipe de modélisation sur le logiciel EVIEW'S avec application au modèle INPLABURA a été organisée du 25/10/2007 au 23/11/2007. - Une deuxième session de formation de l'équipe de modélisation sur le logiciel EVIEW'S a été réalisée du 26 au 30/5/2008, - Une dernière mission de renforcement des capacités de l'équipe mixte par un Expert SOFRECO a été réalisée du 13 au 27/7/2008 et a permis de faire des tests de simulation du modèle INPLABURA.
5) L'enquête sur le suivi des dépenses publiques dans les secteurs de l'éducation, la santé et la justice ainsi qu'un plan d'actions adopté.	<ul style="list-style-type: none"> - La base de données de l'enquête a été réceptionnée par l'ISTEEBU le 8/11/2008. - Le rapport définitif de l'enquête intégrant une matrice du Plan d'action est en cours de finalisation par le consultant. - Un atelier de présentation et de validation du Plan d'action prioritaire a eu lieu le 28-29-12/2008. 	Le plan d'action prioritaire sur les secteurs de la santé, de l'éducation et de la justice a été finalisé et adopté en décembre 2008.

**COMPOSANTE II : RENFORCEMENT DE LA TRANSPARENCE DANS LA
GESTION FINANCIERE ET ADMINISTRATIVE
PUBLIQUE**

COMPOSANTE II : RENFORCEMENT DE LA TRANSPARENCE DANS LA GESTION FINANCIERE ET ADMINISTRATIVE PUBLIQUE

2.1 . Objectif de la 2^{ème} composante.

L'objectif recherché par cette composante est d'instaurer la transparence et de moderniser la gestion économique et financière de l'Etat, par la simplification des procédures à travers l'informatisation du circuit de la dépense.

Les réformes appuyées par le Projet à travers cette composante se répartissent dans sept sous-composantes se rapportant sur :

- La mise à Jour du Cadre Légal et Institutionnel de la Gestion des Finances Publiques ;
- Les réformes liées à la préparation Budgétaire par la mise en place des Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) ;
- La comptabilité publique ;
- Les réformes de la gestion des ressources humaines et de la masse salariale ;
- Les recettes fiscales et douanières ;
- Le renforcement des Capacités des services du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement ;
- Le système d'information intégré.

2.2 . Les activités prévues de la 2^{ème} composante.

Les activités prévues au titre de la deuxième composante se trouvent détailler par sous composante dans les lignes qui suivent.

Sous composante 2.1 : Mise à Jour du Cadre Légal et Institutionnel de la Gestion des Finances Publiques

- Etudes architecturales et techniques de l'immeuble multifonctionnel du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement et du Ministère de la Fonction Publique et de la sécurité sociale,
- Construction d'un immeuble multifonctionnel du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement et de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale,
- Equipement de l'immeuble,
- Actualisation de la loi Organique des Finances Publiques et le Règlement Général sur la Comptabilité Publique,
- Elaboration des manuels de procédures de la Chaîne de la Dépense y inclus les protocoles d'échanges
- Révision de la Nomenclature budgétaire et leur intégration dans le Budget Unifié.

Sous composante 2.2 : Préparation Budgétaire

- Production des manuels de préparation des Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)
- Appui à la Direction du Budget et aux Ministères techniques en matière de préparation et de programmation budgétaire.

Sous composante 2.3 : Comptabilité publique.

- Etude d'un mécanisme d'enregistrement comptable des ressources non encore prises en compte dans l'exécution du Budget de l'Etat

Sous composante 2.4 : Gestion des Ressources Humaines et de la Masse Salariale

- Recensement physique des effectifs salariés de l'Etat et émission d'une carte d'identification personnalisée et sécurisée ;
- Informatisation du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale ;
- Etude de mise en place d'une caisse de retraite, fonctionnaires et magistrats ;
- Renforcement des capacités des services du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale ;
- Audit Institutionnel des Ministères prioritaires et initiation d'une réflexion sur la structure et la Gestion de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale.

Sous composante 2.5 : Recettes fiscales et douanières.

- Révision du Code Général des Impôts et Taxes ;
- Etude et mise en place de la Taxe sur la valeur Ajoutée ;
- Etude sur l'élargissement de l'assiette fiscale ;
- L'élaboration d'un manuel des procédures des impôts et informatisation ;
- Etude sur la mise à jour du Plan Comptable National ;
- Appui aux centres de gestion agréés ;
- Etude de l'impact de l'intégration du Burundi à l'East African Community ;
- Extension SYDONIA ++ aux bureaux frontaliers y inclus réhabilitations et équipements mobiliers.

Sous composante 2.6 : Renforcement des Capacités des services du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement.

- Renforcement des Capacités de la Direction des Impôts ;
- Renforcement des Capacités de services des Recettes Administratives et Portefeuille de l'Etat ;
- Renforcement des capacités des services du Budget, Trésorerie & Comptabilité y compris le Cabinet du Ministre.

Sous composante 2.7 : Système d'information intégré : Informatisation complète du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement.

- Développement d'un logiciel de Gestion des Impôts ;
- Sécurisation et Maintenance du SIGEFI ;
- Formation sur les outils de développement du SIGEFI ;
- Intégration de la Paie dans SIGEFI ;
- Intégration des dépenses PPTE dans SIGEFI ;
- Automatisation du Contrôle et de la Liquidation de la Paie ;
- Intégration Comptable des recettes dans SIGEFI ;
- Equipement informatique et Assistance technique à la Cellule Informatique.

2.3 . Les activités clôturées de la 2^{ème} composante au 31décembre 2008.

Sous-Composante 2.1: Mise à Jour du Cadre Légal et Institutionnel de la Gestion des Finances Publiques

- Etudes architecturales et techniques pour la construction d'un immeuble multifonctionnel ;
- Recensement des arriérés de l'Etat sur le secteur privé et les arriérés de la dette intérieure. Le Rapport Final du conseil juridique ainsi que la Stratégie d'Apurement des arriérés ont été approuvés par le Conseil des Ministres.

Sous-Composante 2.2 : Préparation Budgétaire.

- Expertise du Charroi de l'Etat et son entretien ;
- Etude sur la Gestion Optimale du poste Budgétaire des frais de Mission et mise en place d'un cadre réglementaire de gestion des frais de mission.

Sous-Composante 2.3 : Comptabilité.

- Formation de 45 cadres de l'administration centrale sur l'élaboration et l'analyse du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (Tableaux des opérations financières de l'Etat -TOFE).

Sous-Composante 2.4. Gestion des Ressources Humaines et de la Masse Salariale.

- Formation de 2 hauts cadres du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale sur les modules de gestion de la Caisse de retraite.
- Formation en faveur de 3 hauts cadres du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale sur le thème « **Gestion des rémunérations et de la masse salariale** » organisée par l'Institut IMA du 15 au 26 Août 2005.
- Réalisation d'une étude sur les aspects de renforcement du contrôle de la solde au Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement.
- Appui logistique au Ministère de la Fonction Publique : appui mobilier et en équipement informatique respectivement en février et en mai 2006.

Sous-Composante 2.5 : Recettes.

- Mise en place de l'Ordre des Professionnels Comptables (OPC) et appui logistique à l'OPC ;
- Etudes d'impact budgétaire, économique et social de la mise en place de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) dans le système fiscal Burundais ;
- Etude sur l'élargissement de l'assiette fiscale ;
- Un appui logistique constitué de 11 motos a été donné au Département des Impôts, en décembre 2004 ;
- Le PAGE a fourni deux véhicules « type camionnette double cabine » au Département des Impôts ;
- Réhabilitation des bureaux abritant les services des Douanes (Port et Aéroport) en vue de faciliter la migration au SYDONIA ++ au niveau des deux bureaux ;
- Réhabilitation des bureaux Kanyaru Haut et Kobero.

Sous-Composante 2.6 : Renforcement des Capacités des services du Ministère de l'Economie des Finances et de la Coopération au Développement.

- Direction des Douanes : 1 inspecteur des Douanes a été formé sur SYDONIA++ avancé pendant 3 mois au TOGO.
- Direction des Impôts :
 - 1 Cadre a été formé sur le module portant sur le contrôle interne
 - 2 Cadres ont été formés sur le module TVA
- Direction des Recettes Administratives et Portefeuille de l'Etat :
 - 4 Cadres ont été formés sur le module portant sur l'audit comptable et financier
- Services du Budget, Trésorerie & Comptabilité y compris le Cabinet du Ministre :

Année 2004 : * Formation de 150 comptables sur le Plan Budgétaire et Comptable de l'Etat (du 1^{er} au 14/09/2004)

Année 2005 :

- Un cadre du Département du Budget a été formé sur le module de gestion et contrôle budgétaire à l'ENA, Paris.
- Un cadre du Département de la Trésorerie a été formé sur le module de gestion de la dette à travers la participation à un séminaire annuel interrégional des gestionnaires de la dette et la réunion du PRC PPTE
- 285 agents (comptables publics, receveurs et vérificateurs des comptabilités publiques et spécialisées) ont suivi une formation sur la nouvelle nomenclature du nouveau plan budgétaire et comptable applicable dès janvier 2005 sur financement du PAGE (du 14 au 29 Novembre 2005)
- 1 cadre de la Direction du Budget a été formé à Cotonou (Bénin) sur le thème «Gestion des rémunérations et de la masse salariale».

Année 2006 :

- Trois cadres de la Direction Générale du Budget et de la Comptabilité publique ont été formés sur le module portant sur les réformes comptables.
- Deux cadres du Département de la Trésorerie ont été formés sur la gestion de la dette à l'aide de SYGADE 5.3
- Tous les membres de la commission technique chargée de la gestion de la dette publique ont été formés sur EXCEL avancée. La formation a été organisée par CAL BURUNDI.
- Deux missions d'Assistance technique au Cabinet du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement par le Consultant MAMADOU LAMINE LOUM au mois de janvier et mars 2006.
- Formation de tous les conseillers au Cabinet du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Coopération au développement en informatique de base par CAL BURUNDI

Année 2007 :

Appui logistique au Cabinet du Ministre dans le cadre de l'organisation de la Table ronde des bailleurs de fonds :

- Deux missions d'Assistance technique au Cabinet du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement par le Consultant MAMADOU LAMINE LOUM du 31 mars au 9 avril 2007 et du 16 au 25 Juin 2007.
- 13 Secrétaires de direction au Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement ont terminé une formation en secrétariat de Direction portant sur deux modules : Informatique de base et un module en secrétariat : La formation a été assurée par l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) ex centre de perfectionnement et de formation en cours d'emploi (CPF).
- Appui logistique du Cabinet du Ministre par la mise en place d'un centre de documentation équipé de 10 ordinateurs et accessoires et un service Internet fonctionnel.

Sous-Composante 2.7. : Système d'information intégré (SIGEFI)

Septembre - Octobre 2006 :

- Assistance technique à la cellule informatique du Ministère des Finances par un consultant qui a produit un rapport qui met en exergue un plan d'actions de mise en œuvre de l'informatisation du Ministère des Finances du 11 septembre au 21 Octobre 2006.

De Mars 2005 à Décembre 2007:

- Mise en place d'un système informatique de gestion du circuit de la dépense (SIGEFI Intérimaire): Ce système a été développé sur les étapes: engagement, liquidation, ordonnancement. Une ligne numérique a été installée entre le Ministère des Finances et la BRB pour développer le module « paiement ». L'application génère des mouvements comptables à la Reddition des Comptes. A terme, l'application sera reliée aux autres applications des autres départements pour produire des Etats de synthèse, inclus le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE).
- Formation sur l'élaboration du Tableau des Opérations Financières de l'Etat en faveur des cadres du Ministère des Finances, de la Banque de la République du Burundi, du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction et du Secrétariat Permanent des Réformes Economiques et Sociales (SP/REFES) du 15 au 19 Mai 2006 et du 3 au 22 Juillet 2006. Une cellule chargée d'élaborer le TOFE a été mise en place. La cellule a déjà produit le TOFE à fin Mars 2006 avec l'appui du consultant et les TOFE fin juin 2006 et fin septembre 2006 ont été produits par la cellule elle-même.
- Intégration des dépenses PPTE dans SIGEFI

2.4 . Etat d'avancement des activités de la 2^{ème} composante.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai d'exécution	Observations
Sous composante 2.1. : Mise à Jour du Cadre Légal et Institutionnel de la Gestion des Finances Publiques					
2.1.0	Révision du DAO de construction de l'immeuble du Ministère des Finances et de la Fonction Publique	<ul style="list-style-type: none"> - Le budget des activités du projet a été révisé suivant les besoins budgétaires de l'immeuble sur demande du ministre de tutelle du PAGE. Ce budget a été transmis à la Banque Mondiale par la Ministères en charge de la question en date du 3/6/2008. - Sur base du rapport du consultant STUDI INTERNATIONAL du 25/08/2008 sur les deux variantes proposées, le Comité technique de suivi du dossier a choisi une variante ayant un délai court de révision du DAO. - 3 exemplaires de DAO ont été réceptionnés le, - Le DAO corrigée a été transmis par STUDI 20/11/2008 et il a été envoyé à la Banque Mondiale pour demande de non objection le 28/11/2008 	<ul style="list-style-type: none"> - Réception de l'avis de non objection sur l'option retenue pour relancer l'avis d'avis d'appel d'offre. - Réception de l'avis de la BM sur la révision budgétaire et extension du délai d'exécution du projet. 	Janv. – févr. . 2008	Le premier appel d'offre n'a pas été satisfaisant. Il a été jugé nécessaire de redimensionner l'immeuble pour dégager les options possibles qui tiennent compte des contraintes techniques et budgétaires pour poursuivre le processus.
2.1.1	Construction de l'immeuble du Bulding des Finances				
2.1.1.1	Travaux de construction de l'immeuble	ND	A démarrer	Mars 2008 – juill. 2009	L'activité devra démarrer dès que la réallocation budgétaire du PAGE est acceptée.
2.1.1.2	Surveillance des travaux	ND	A démarrer	Mars 2008 – juill. 2009	L'activité qui devrait démarrer en mars 2008 attend le processus de sélection de l'entreprise de construction.
2.1.2	Actualisation de la Loi organique des Finances publiques et le RGCP	<ul style="list-style-type: none"> - Le consultant a déjà remis le rapport définitif de l'étude en mars 2008 sur la loi organique et le règlement général sur la comptabilité publique. - La loi organique des finances a été promulguée le 17/11/2008. 	Formation et vulgarisation de la loi organique	Janv. – mars 2008	Le règlement général su la comptabilité publique doit être rapidement révisé pour s'adapter à la nouvelle loi des finances Une révision de la nomenclature budgétaire et comptable de l'Etat a été réalisée.
2.1.3	Elaboration des manuels des procédures de la chaîne de la dépense y inclus les protocoles d'échange.	<ul style="list-style-type: none"> - Un comité technique ad hoc a été nommé le 3/3/2008. - Le comité a déjà élaboré le manuel des procédures qui sera finalisé avec l'appui d'un consultant de l'IMA. - Le manuel provisoire qui tient compte du projet de la nouvelle loi des finances a été transmis le 23/09/2008 à la Banque Mondiale pour commentaires. 	- Recrutement d'un Expert ou nomination d'une commission chargé d'appuyer la validation du manuel produit par le comité ad hoc.	Janv. – déc. 2008	L'institut International de Management d'Abidjan (IMA) a déjà manifesté son intérêt pour apporter son assistance technique au comité.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai d'exécution	Observations
Sous Composante 2.2. Préparation Budgétaire (CDMT)					
2.2.2.	Formation sur la préparation des CDMT	<ul style="list-style-type: none"> - Les TDRs ont été transmis à la Banque Mondiale le 6/3/2008 pour demande de non objection. - Un comité mixte Finance-Plan composé de 4 cadres a été nommé pour piloter l'assistance technique - Une mission de la BM venue dans le cadre d'un atelier sur la revue des dépenses publiques (du 11 au 12/09/2008) a recommandé de travailler avec un expert en CDMT qui a travaillé avec la RDC 	<ul style="list-style-type: none"> - Attendre l'avis de non objection - Assurer le contact avec l'expert en question 	Avril – juillet 2008	Un Calendrier de préparation budgétaire a été établi par un décret présidentiel. Une étude sur la Gestion Optimale du poste Budgétaire des frais de Mission et mise en place d'un cadre réglementaire de gestion des frais de mission a été réalisée.
Sous-Composante 2.3. Comptabilité					
2.3.1.	Etude d'un mécanisme d'enregistrement comptable des ressources non encore prises en compte dans l'exécution du Budget de l'Etat.	<ul style="list-style-type: none"> - Les données relatives aux ressources et aux financements externes des projets et à la gestion de la dette ne sont pas automatiquement intégrées dans SIGFI - L'activité programmée au cours du 1^{er} trimestre n'a pas encore démarré. - Un modèle d'établissement d'un Tableau des opérations financières de l'Etat –TOFE- n'est pas encore validé. 	Cette activité sera réalisée à travers une mission exploratoire de production des protocoles d'échange des données par les bénéficiaires.	Janv. - avril 2008	Il y a eu formation de 45 cadres de l'administration centrale sur l'élaboration et l'analyse du TOFE mais une autre structure a été désignée pour accomplir cette mission. Formation de 150 comptables sur le Plan Budgétaire et Comptable de l'Etat (du 1 ^{er} au 14/09/2004)
Sous- Composante 2.4. Gestion des Ressources Humaines et de la Masse Salariale					

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai d'exécution	Observations
2.4.1.	Recensement physique des effectifs salariés de l'Etat et émission d'une carte d'identification personnalisée et sécurisée	<ul style="list-style-type: none"> - Le recensement a démarré sur terrain le 26/5/2008 par 80 enquêteurs recruté le 15 mai 2008 et il a été clôturé le 5/7/2008. - Le premier rapport d'analyse du recensement a été transmis le 1/8/2008. - Le rapport provisoire du consultant a été réceptionné le 3/10/2008. Il a été transmis aux Ministères concernés et au Comité de Pilotage de l'étude le 8/10/2008. - Un atelier de présentation du rapport pré-définitif par le consultant au Comité de Pilotage de l'étude a été organisé le 4/11/2008. - Une réunion d'échanges sur les résultats du recensement à l'intention de tous les responsables de la gestion du personnel de tous les ministères a été organisée le 7/11/2008. - La signature du contrat pour le recensement des militaires a eu lieu le 29/10/2008 et le lancement de l'activité sous la présidence du Ministre de la Défense a été organisé le 31/10/2008. - Le recensement des policiers a débuté le 10/10/2008 et devrait être clôturé au mois de décembre 2008.dans toutes les provinces. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réception du rapport définitif du recensement des civils - Production et distribution des cartes d'identifications sécurisées - Elimination des fonctionnaires fictifs recensés. 	Janv – août 2008	<ul style="list-style-type: none"> - Le recensement des militaires sera financé sur le budget révisé de l'Etat, exercice 2008 - Le lancement de l'opération du recensement des policiers a eu lieu le 11 avril 2008 et est financé par le Pays Bas via le PNUD et exécutée par l'ONG ICTJ. - Le Comité Technique de suivi a recommandé d'inclure dans le recensement les établissements publics à gestion autonome utilisant les budgets extraordinaires d'investissement (BEI) car ils n'ont pas été prévus dans la structure du recensement en cours.
		-	-		-
2.4.2	Informatisation du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Publique		-		
	♦ Livraison et installation du logiciel intégré de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Le cahier de charge a été produit dans sa version définitive et envoyée à la BM pour demande de non objection le 12 septembre 2007. - Le budget disponible est insuffisant au regard des spécifications techniques des prestations attendues (fournitures logiciel, formations des utilisateurs, assistance au démarrage, maintenance, etc.). 	-	Janv. – sept 2008	L'acquisition du logiciel intégré s'est avérée problématique pour cause d'insuffisance du budget. La solution a été de concentrer le budget disponible pour l'acquisition d'une application paie pour intégrer plus tard d'autres modules.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai d'exécution	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Livraison et installation d'un logiciel de gestion de la paye. 	<ul style="list-style-type: none"> - La version finale du DAO intégrant les commentaires de la Banque Mondiale a été retransmise pour non objection le 19/6/2008. - La BM a envoyé l'avis de non objection le 28/7/2008 et les commentaires ont été directement transmis au consultant et au Comité de Pilotage de l'étude. - La publication du DAO a eu lieu le 29/07/2008 et les offres ont été réceptionnées le 1/10/2008. - Les offres ont été réceptionnées le 1/10/2008. L'analyse technique des offres a débuté le 1/10/2008 et a été poursuivi à travers des tests de démonstration des logiciels proposés par les soumissionnaires qui se sont déroulés du 3 au 5/11/2008 - Le rapport d'analyse des offres a été envoyé à la Banque Mondiale le 14/11/2008 pour avis de non objection. - Une plainte d'un soumissionnaire relative à la fourniture du logiciel a été réceptionnée le 19 /12/2008. 	Organiser une réunion de la commission d'analyse de la paie pour voir les possibilités de relancer l'avis d'appel d'offre.	Janv. – sept 2008	<p>Il a été aussi nécessaire de recruter un autre consultant (Mr Anicet IKOLO) pour aider dans l'analyse technique et financière des offres.</p> <p>Un des soumissionnaires a contesté la conformité des procédures d'analyse des offres, et l'analyse des alternatives de solutions est en cours.</p>

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai d'exécution	Observations
2.4.3.	Etude et mise en place d'une caisse de retraite des fonctionnaires et magistrats (ONPR)	<ul style="list-style-type: none"> - Le rapport provisoire a été produit depuis octobre 2007. - Une réunion d'analyse du rapport par le comité de pilotage ainsi qu'un atelier de réflexion avec le comité élargi ont été organisés au mois de novembre 2007. - Le rapport pré-définitif a été transmis à la BM le 26/12/2007 pour obtenir les commentaires des services spécialisés. - Le consultant a transmis son rapport définitif le 11/7/2008. - Les commentaires sommaires (en anglais) de la BM ont été réceptionnés le 30/7/2008 et ont été immédiatement envoyés au consultant le 9/8/2008. - Les observations du Comité Technique sur le rapport pré définitif ont été réceptionnées et envoyées au consultant le 20/11/2008. - Le rapport définitif intégrant les observations du comité technique a été réceptionné le 19 décembre 2008. Il a été transmis à la banque Mondiale pour information mercredi 24 décembre 2008. 	<ul style="list-style-type: none"> - Transmettre le rapport définitif aux différents bénéficiaires pour validation. - Préparer une réunion avec le Comité de pilotage pour l'élaboration d'une stratégie de communication à adopter sur ONPR. 	Janv 2008	L'activité a connu du retard car le rapport de l'étude ainsi que l'ensemble des projets de textes qui l'accompagne étaient attendus en 2007.
2.4.4	Audit institutionnel des ministères prioritaires et le cadre structurel de gestion de la fonction publique	Le budget prévu pour cette activité a été transféré sur la rubrique « acquisition d'un logiciel intégré de gestion de la paie ».	-		L'objectif est d'arriver à des réformes de la fonction publique
Sous- Composante 2.5. Recettes					

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai d'exécution	Observations
2.5.1	Révision du Code Général des Impôts et Taxes	<ul style="list-style-type: none"> - L'étude a démarré le 6/10/2006. Le consultant a produit au mois de juillet 2007 dans leur version provisoire le projet du Code des Procédures Fiscales, la charte des droits et obligations du contribuable vérifié et le projet de Code Général des Impôts et Taxes. - Une sous commission a été nommée le 23/10/2007 pour préparer les ateliers de restitution. - Trois réunions du Comité National de Législation qui étaient programmées le 18/06/2008 et le 26 & 27/06/2008 pour analyser et finaliser les projets de textes n'ont pas eu lieu suite au changement du Directeur. - La réunion du Comité Technique de suivi du PAGE a recommandé à la Direction Générale des Recettes de formuler les observations sur le rapport produit par le consultant SOFRECO pour qu'elles soient envoyées au consultant dans les meilleurs délais. - Ces observations n'ont pas été produites et la recommandation du Ministre de Tutelle du PAGE a été de demander au consultant SOFRECO de revenir au Burundi pour finaliser les documents. - Une lettre a été envoyée à SOFRECO le 26/09/2006 demandant le retour de l'expert BENSALI Mustapha. - Deux consultants locaux ont été recrutés pour intégrer les mesures incitatives du code des investissements dans le projet de code des impôts et taxes existant le 1/12/2008. - Le rapport des consultants locaux sur l'intégration des amendements fiscaux dans le projet de code a été transmis le 22/12/2008 et a été directement transmis au TTL le 22/12/2008. 	<ul style="list-style-type: none"> - Validation du projet de code des impôts et Taxes produit par les consultants locaux. - Réception des observations du Comité National de Législation à transmettre au consultant. - Résiliation du contrat avec SOFRECO ; - Relance de la révision du code par un consultant international et 2 consultant locaux 	Janv. – mars 2008	<ul style="list-style-type: none"> - La Commission Nationale des réformes fiscale présidée par le Directeur Générale des Recettes a été créée le 11 Juin 2007. - L'activité connaît beaucoup de retard dû en partie à la réticence de certains services pour réaliser les réformes attendues. - Le président de cette commission estime que l'expert de SOFRECO n'a pas satisfait l'Administration fiscale du Burundi en produisant un nouveau code des impôts et Taxes alors qu'il était attendu une simple révision du code existant. - Le projet d'intégration des incitations fiscales du code des investissements dans le Code Général des Impôts et Taxes a été élaboré par deux consultants locaux.
2.5.2	Etude et mise en place de la TVA				
	♦ Exécution des études préalables à la mise en place de la TVA	<ul style="list-style-type: none"> - Les études sont terminées et validées. - Une réunion de clôture de l'activité a eu lieu le 26/2/2006 au Département des Impôts. - La mise en œuvre des recommandations est prévue d'être appuyée par la coopération française et l'assistance technique du FMI. 	Mise en œuvre des recommandations de l'étude.	Janvier 2008	Le rapport définitif a été transmis au Ministre de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai d'exécution	Observations
	♦ Préparation des textes et lois sur la TVA	<ul style="list-style-type: none"> - Le projet de textes TVA ont été finalisés avec l'assistance d'un Expert du FMI qui a séjourné au Burundi du 21 au 25 juillet 2008. - Une note d'adoption de la TVA en remplacement de la TT ainsi que le projet de loi à envoyer au Conseil des Ministres a été rédigée par les services des impôts. Le conseil des Ministres a analysé ces textes de loi et la note sur la TVA le 1/10/2008. - Le PV du Conseil des Ministres, les projets de textes TVA et la note sur la TVA rédigée par le Gouvernement ont été réceptionnés le 28/11/2008. 	Transmission des projets de textes de lois au Parlement Préparer la vulgarisation au mois de janvier	Janv. – mars 2008	L'étude de la mise en œuvre de la TVA a été suivie dans le cadre des Initiatives à Résultats rapides (IRR)
	♦ Séminaires de communication et vulgarisation de la TVA	ND	A démarrer dès la promulgation de la loi TVA	Fév – déc 2008	L'activité accuse un retard de démarrage.
2.5.3.	Etude d'impact de l'intégration du Burundi à l'East African Community (EAC)	- Le rapport définitif a été transmis le 6/6/2008 à tous les ministères concernés et au 2 ^{ème} Vice Président pour la mise en œuvre des recommandations.	Suivi de la mise en œuvre des recommandations.		-
2.5.4	Mise à jour du Plan Comptable National aux normes internationales/ Nominat <i>ion du Conseil national de la Comptabilité.</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les études ont démarré le 18/01/2007. Le consultant a déjà produit le projet de Plan Comptable National et l'ensemble des documents qui l'accompagnent depuis le mois de juin 2007. - Le projet d'ordonnance Ministériel nommant les membres de la commission du CNC qui s'inspire de la nouvelle loi organique a été rédigé et transmis au Chef de Cabinet du MEFCD le 09 /12/2008. 	<ul style="list-style-type: none"> - Nomination du Conseil National de la Comptabilité Publique pour la validation de l'étude - Renforcement des capacités des membres dudit conseil par le consultant après leur nomination. 	Janv. 2008	<ul style="list-style-type: none"> - L'activité est retardée par la nomination du Conseil National de la Comptabilité Publique - Les services qui feront parti du conseil ont déjà proposé leurs représentants dans le Conseil.
2.5.5	Réhabilitation des bureaux des douanes Port et Aéroport abritant SYDONIA ++	Les bureaux abritant les services des Douanes (Port et Aéroport) ont été réhabilités en vue de faciliter la migration au SYDONIA ++ au niveau des deux bureaux	-	-	-

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai d'exécution	Observations
	<p>♦ Réhabilitation des bureaux des Douanes et postes frontaliers (KANYARU HAUT et KOBERO)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les travaux de réhabilitation des deux bureaux ont été clôturés et la réception provisoire a eu lieu les 5 et 6/3/2008. - Les plaques solaires ont été installées pour doter les bureaux de courant en permanence au mois de juin 2008. - Le PV de réception des bureaux a été transmis au Ministre en charge des Finances le 11/3/2008. Une lettre d'information sur la clôture des travaux a été envoyée le 27/5/2008 au Projet PARAFE (Coopération Française) qui va appuyer l'extension de SYDONIA++ aux différents postes douaniers. - Les plaques solaires livrées par MALEX sur financement du PAGE au mois de juin 2008 ne sont pas fonctionnelles et l'entrepreneur MALEX a été saisi pour résoudre le problème le 5/8/2008 - L'entreprise MALEX a répondu en date du 23/10/2008 que les convertisseurs des plaques solaires ont été commandés pour assurer leur remplacement. - Une lettre de rappel a été envoyée à l'entrepreneur mardi le 18/11/2008 pour finaliser les réparations. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réception de l'avis du consultant qui surveille les travaux sur la date prévue de clôture des travaux. - Réception définitive des travaux après avoir vérifié la levée des réserves sur le non fonctionnement des plaques solaires. 	Janv. – avril 2008	Le réception définitive des travaux prévue initialement le 15/8/2008 connaît un retard dû au délai supplémentaire de trois mois pour permettre la commande et la réparation des équipements solaires destinés à l'alimentation du courant électrique au poste douanier de KOBERO.
2.5.6	<p>Etude approfondie de l'élargissement de l'assiette fiscale</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le consultant a produit le rapport pré-définitif incluant les commentaires de l'administration fiscale. - Ce rapport a été transmis à la Banque Mondiale et au FMI pour observations depuis mars 2007. - Une lettre de rappel a été envoyée au DG Recettes pour faire le suivi le 07/07/2008 	Attendre les commentaires de l'étude auprès de la BM et du FMI.	Janv. 2008	L'activité connaît un retard considérable lié à l'obtention des observations des deux institutions.
Sous Composante 2.6. Renforcement des Capacités du Ministère des Finances					
2.6.1.	<p>Renforcement des capacités au Département des douanes et des Impôts</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 1 inspecteur des Douanes a été formé sur SYDONIA++ avancé pendant 3 mois au TOGO. - 1 Cadre de la direction des impôts été formé sur le module portant sur le contrôle interne - 2 Cadres ont été formés sur le module TVA 		Mars – juillet 2008	
2.6.2	<p>Budget, Trésorerie & Comptabilité y compris le Cabinet du Ministre</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Des équipements meubles de la salle informatique du Cabinet du Ministère en charge des Finances ont été livrés par GTS (accompagnement de l'Internet et de 10 ordinateurs). Le bon de commande a été signé le 26/12/2007 et la réception des équipements s'est passée le 19/3/2008. 		Janv. – mars 2008	

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai d'exécution	Observations
Sous-Composante 2.7. Système d'Information Intégré					
2.7.1	Informatisation complète du Ministère des Finances	<ul style="list-style-type: none"> - Assistance technique du Consultant M. LAMINE LOUM (4 missions) qui ont permis de produire un rapport qui met en exergue un plan d'actions de mise en œuvre de l'informatisation du Ministère des Finances du 11 septembre au 21 Octobre 2006. - Formation de 13 Secrétaires de direction au Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement en secrétariat de Direction portant sur deux modules : Informatique de base et un module en secrétariat : La formation a été assurée par l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) ex centre de perfectionnement et de formation en cours d'emploi (CPF). - Appui logistique du Cabinet du Ministre par la mise en place d'un centre de documentation équipé de 10 ordinateurs et accessoires et un service Internet fonctionnel. 			
2.7.1.1	Livraison et installation d'un logiciel de gestion des Impôts	<ul style="list-style-type: none"> - Un projet de DAO mettant en exergue les spécifications techniques du logiciel a été remis par le consultant le 10 mars 2008. - Les observations du comité d'analyse au département des Impôts ont été transmises au consultant pour intégration dans le DAO le 28/6/2008. - Le consultant a transmis la version corrigée du DAO qui tient comptes des observations du comité le 30/6/2008. Une réunion a été organisée pour vérifier l'intégration dans la nouvelle version de toutes les observations. - La Direction des Impôts a transmis le DAO corrigé le 25/7/2008 - Le DAO a été transmis le 01/08/2008 à la BM pour non objection 	- Réception de la non objection et lancement de l'avis d'appel d'offres	Janv. – déc. 2008	<ul style="list-style-type: none"> - Le budget prévu du logiciel ayant été insuffisant, une révision du budget intégrant les besoins actualisés du logiciel a été transmise au Ministre de l'Economie, des finances et de la Coopération au Développement le 3/6/2008 pour accélérer la réalisation de l'activité. - Le démarrage de l'activité sera conditionné par l'avis de non objection de la Banque Mondiale sur la réallocation budgétaire en cours d'analyse.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai d'exécution	Observations
	♦ Manuel des procédures de gestion des impôts	<ul style="list-style-type: none"> - Le manuel des procédures est en cours de finalisation par la commission d'informatisation du Département des Impôts avec assistance d'un consultant financé par la Coopération Française. - Le Directeur des impôts a été contacté le 29/10/2008 pour savoir l'état des lieux de la rédaction des manuels. 	<ul style="list-style-type: none"> - Finalisation du manuel par un consultant financé par la Coopération Française - Accélérer la validation du manuel de procédures de gestion des impôts. 	Janv. – juin 2008	Le changement du Directeur des Impôts a ralenti la rédaction
2.7.1.2	Sécurisation et Maintenance du SIGEFI	<ul style="list-style-type: none"> - Le DAO a été publié au mois de mars 2007 mais relancé plusieurs fois. - La demande de non objection pour le DAO actualisé a été transmise à la BM le 28/2/2008. - La mission de supervision de la BM a constaté que les besoins de sécurisation du SIGEFI avaient changés à cause de l'intégration des autres services dans SIGEFI et elle a recommandé d'élaborer un nouveau DAO qui s'inspire des besoins de la nouvelle structure. 	<ul style="list-style-type: none"> - Refaire un nouveau DAO SIGEFI intégrant les nouveaux besoins et l'envoyer pour avis de non objection. - Assurer le suivi pour la sécurisation logicielle de l'application SIGEFI. 	Janv. – juillet 2008	<ul style="list-style-type: none"> - Ce dossier a pris du retard car il a été relancé plusieurs fois suite aux spécifications techniques mal élaborées. - Une assistance technique d'un consultant destinée à donner des orientations sur la qualité des équipements à acquérir a recommandé d'accélérer la négociation du contrat pour la sécurisation logicielle de l'application. - La Banque Mondiale a recommandé que la sécurisation des équipements soit séparée de la sécurisation logicielle et que le dossier soit relancé sous l'appellation Réhabilitation du réseau SIGEFI.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai d'exécution	Observations
2.7.1.3	Intégration de nouvelles fonctionnalités dans SIGEFI.	<ul style="list-style-type: none"> - La signature du contrat a eu lieu le 2/2/2008 avec SOFT CENTER. - L'intégration de nouvelles dispositions par SOFT CENTER dans SIGEFI portant sur 4 volets est en cours de réalisation. - La clôture du contrat était prévue fin août 2008 mais une réunion tenue le 28/8/2008 pour évaluer l'état d'avancement des travaux a montré que certaines fonctionnalités n'étaient pas encore intégrées à cette date. - La revue finale des activités IRR a eu lieu le 3 septembre 2008. - Une lettre a été envoyée le 14/11/2008 à SOFTER CENTER pour lui demander l'état d'avancement du contrat SIGEFI qui a devrait être clôturé fin août 2008. 	- Réception du rapport de clôture du contrat par SOFT CENTER.	Févr – août 2008	Le Comité Technique a suggéré au Projet PAGE d'évaluer l'état d'avancement des prestations du consultant afin d'apporter des ajustements selon les propositions qui auront été exprimées par les bénéficiaires des services.
	Applications SIGEFI	La production de documents sur l'exécution du budget de l'Etat a été améliorée grâce à l'amélioration du circuit de la dépense à travers SIGEFI	-	-	Activité clôturée
	Evaluation SIGEFI	Un consultant externe a évalué positivement SIGEFI au vu de la production de documents sur l'exécution du budget de l'Etat	-	-	Activité clôturée
2.7.1.4	Intégration comptable des recettes dans SIGEFI	ND		Mars – déc 2008	Le démarrage de l'activité qui était prévu au mois de mars 2008 a pris suffisamment du retard.
2.7.1.5	Equipement informatique et AT à la cellule informatique du Ministère des finances.				
	- Création de la cellule informatique.	Le responsable SIGEFI a été nommé depuis août 2007. Un comité de pilotage de l'informatisation du ministère des Finances présidé par le Directeur Général du Budget et de la Comptabilité Publique a été mis en place le 14 Mai 2007. Deux informaticiens SIGEFI ont été recrutés le 27/3/2008.	-	Janv. – fév. 2008	Après le recrutement, le processus de renforcement des capacités des utilisateurs SIGEFI pourrait débiter sur les applications fonctionnelles. Activité clôturée
	- Equipement informatique	ND	A démarrer	Févr. 2008	Après la mise en place de toutes les structures de pilotage de l'informatisation du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai d'exécution	Observations
	- AT à la cellule informatique du MDF	ND	A démarrer	Mars – déc. 2008	

2.5 . Réalisation des indicateurs de performance de 2^{ème} composante.

Indicateurs	Etat de réalisation			Observations
	2005	2006	2007	
1. L'exécution budgétaire				
a) L'Exécution Budgétaire est améliorée comparativement au taux de 78% réalisé en 2005 ¹ .	78,35%	76,42%	78,24%	
- Dépenses de fonctionnement	92,7%	74,8%	91,8%	- Une restriction des dépenses de fonctionnement a été réalisée en 2006 - En 2007, on constate une tendance à augmenter ces dépenses pour consommer toutes les prévisions programmées.
- Dépenses d'investissement	52,5%	78,2%	78,2%	Des efforts en investissement ont été consentis en 2006 mais n'ont pas été poursuivis au courant de l'année 2007.
b) Le taux d'exécution du budget affecté aux secteurs prioritaires (secteurs sociaux) augmente annuellement				
- Dépenses de fonctionnement des secteurs sociaux	102,6%	45,8%	82,3%	L'indicateur s'est dégradé en 2006 à cause des difficultés de maîtrise des procédures d'engagement des dépenses sur fonds IPPTE
- Dépenses d'investissement sur ressources nationales affectées aux secteurs sociaux	79,1%	40,9%	95,6%	L'indicateur s'est dégradé en 2006 à cause des difficultés de maîtrise des procédures d'engagement des dépenses sur fonds IPPTE. Une amélioration est perceptible en 2007.
2. Meilleur contrôle des dépenses du personnel. Diminution de ces dépenses en parts du PIB et des recettes fiscales				
- Dépenses du personnel par rapport au PIB	8,4% ²	9,5%	11,25	L'indicateur se dégrade. Les dépenses du personnel ont augmenté à cause des revalorisations des enseignants ainsi que la restructuration des corps de l'armée et de la Police Nationale.
- Dépenses du Personnel par rapport aux recettes fiscales	47%	58%	59,07	Les dépenses du personnel ont augmenté avec la revalorisation des enseignants et la restructuration des corps de police Nationale et de l'armée.

¹ Ce taux est évalué sur base des états d'engagements sortis du SIGEFI et des rapports annuels du service de reddition des comptes

² Le PIB utilisé pour l'estimation de cet indicateur a été tiré du Rapport Annuel de la BRB 2006

Indicateurs	Etat de réalisation	Observations
3. Les procédures améliorées : la loi organique de gestion des finances publiques révisée et adoptée		
<ul style="list-style-type: none"> - La loi organique de gestion des Finances Publiques révisée et adoptée 	<ul style="list-style-type: none"> - La loi organique de gestion des finances publiques a été promulguée le 17/11/2008. - Des ateliers pour la vulgarisation la loi auprès des contribuables et autres acteurs publics sont prévus au mois janvier 2009. 	<ul style="list-style-type: none"> - La loi organique des finances donnera lieu à d'autres lois notamment la loi sur la comptabilité, loi sur le contrôle des finances, loi sur la TVA, ... - Des manuels de procédures fiscales et d'une Charte des droits et Obligations d'un Contribuable seront élaborés en juin 2009.
4. Le SIGEFI est opérationnel		
<ul style="list-style-type: none"> - La base des données des dépenses publiques est régulièrement actualisée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le circuit de la dépense n'est pas encore complètement intégré dans SIGEFI car l'informatisation du département des impôts n'est pas encore réalisée ; - L'intégration des données de la paie a été réalisée mais reste à améliorer avec le logiciel paie en cours d'acquisition à la Fonction Publique ; - L'intégration des données du recensement est prévue après acquisition du module paie. 	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration de circuit de la recette et de la dette dans SIGEFI est prévue en juin 2009.
<ul style="list-style-type: none"> - Préparation par le SIGEFI dans des délais de plus en plus brefs de rapports trimestriels et annuels fiables sur l'exécution du budget. 	<p>Le modèle TOFE n'est pas encore approuvé pour pouvoir produire directement les tableaux synthèses sur les données du circuit de la dépense.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - A terme, l'application SIGEFI sera reliée aux autres applications des autres départements pour produire des états intégrés de synthèse, inclus le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE). - Cet indicateur sera réalisé avec l'intégration automatisée des recettes dans SIGEFI prévue au courant de l'année 2009.

COMPOSANTE III : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

COMPOSANTE III : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE.

3.1. Objectifs de la 3^{ème} composante.

La composante portant sur le développement du secteur privé a pour objectif :

- Amélioration de la compétitivité des filières agricoles afin d'augmenter les revenus des agriculteurs ;
- La promotion et le développement du secteur privé en améliorant le climat des affaires;
- Mise en place et soutien d'un programme cohérent de privatisation des entreprises publiques dans le cadre de désengagement de l'Etat dans la gestion de ces entreprises pour améliorer l'efficacité économique et financière de ces dernières.

3.2. Les activités prévues de la 3^{ème} composante.

Les activités regroupées par sous – composante sont reprises ci – après :

Sous – composante 3.1 : Développement du secteur agricole

- Réforme de la filière café (étude sur la stratégie de vente des stations de lavage et des usines de conditionnement du café ; étude diagnostique de compétitivité de la filière café ; audit financier des campagnes café 2004/2005 et 2005/2006 ; campagne nationale sur les réformes ; communication nationale et internationale sur la stratégie de privatisation de la filière café ; recrutement d'une banque d'affaires ; étude sur les stations pilotes ; prévention des risques de conflits liés à la réforme de la filière café ; renforcement des capacités du comité des réformes) ;
- Réforme de la filière thé (étude diagnostique de compétitivité de la filière ; stratégie de privatisation de la filière ; recrutement d'une banque d'affaires ; communication nationale de communication sur les réformes de la filière café; communication nationale et internationale sur la stratégie de privatisation de la filière ; audit financier de l'O.T.B exercices 2005/2006 ; prévention des risques de conflits ; renforcement des capacités du comité des réformes) ;
- Réforme du secteur coton (étude diagnostique de compétitivité de la filière coton ; audit technique et financier de COGERCO ; renforcement des capacités du comité des réformes) ;
- Réforme de la filière sucre (étude diagnostique de compétitivité de la filière sucre) ;
- Développement des produits hortofruticoles (étude diagnostique de compétitivité de la filière hortofruticole).

Sous – composante 3.2 : Développement du secteur privé hors agriculture

- Dissémination de la loi sur la faillite et le concordat ;
- Renforcement des capacités du CEBAC ;
- Evaluation du cadre de concertation secteur privé/secteur public ;
- Rédaction de la loi sur la concurrence et sa traduction en anglais ;
- Etude sur le climat des investissements et préparation d'un plan d'actions ;
- Vulgarisation du code des investissements ;
- Modernisation du code de commerce et du code des sociétés publiques et privées ;
- Modernisation du code minier ;
- Stratégie de développement industriel et commercial ;
- Evaluation et stratégie de redressement du secteur bancaire.

Sous – composante 3.3 : Réforme des entreprises publiques

- Renforcement de la supervision des entreprises publiques ;
- Assistance technique en matière de réforme, restructuration et privatisation des entreprises publiques ;
- Formation des Experts du SCEP ;
- Etudes sur la stratégie de réforme, restructuration et privatisation des SPP préalablement identifiées (REGIDESO et COTEBU) ;
- Transfert des actions de l'OCIBU dans les banques ;
- Vente des actions de l'Etat dans les SM où l'Etat est minoritaire ;
- Programme de communication ;
- Lancement du processus de vente des actions dans EPB, UCAR, BCC, APB ;
- Réévaluation des actions UCAR & APB et voyage d'étude pour APB.

3.3. Les activités clôturées de la 3^{ème} composante au 31 décembre 2008.

Sous – composante 3.1 : Développement du secteur agricole

- Etude diagnostique de la compétitivité de la filière café ;
- Etude portant sur les stations pilotes en vue de la production du café de spécialité ;
- Rapport sur la stratégie de communication sur les réformes de la filière café ;
- Prévention des risques de conflits liés aux réformes de la filière café
- Renforcement des capacités filière café (Participation de 3 membres du comité à la conférence exhibition EAFCA à Kampala du 11 au 16/2/2008)
- Etude diagnostique de la compétitivité de la filière thé ;
- Etude diagnostique de la compétitivité de la filière sucre ;
- Etude diagnostique de la compétitivité des produits hortofruticoles ;
- Visite des acheteurs américains de café de spécialité.

Sous – composante 3.2 : Développement du secteur privé hors agriculture

Les activités qui ont été clôturées pour cette sous composante sont :

- La dissémination de la loi sur la faillite et le concordat
- Etude sur la vision et la stratégie de développement industriel et commercial
- Evaluation du cadre de concertation du Partenariat public et privé,
- Modernisation du code des investissements

Sous – composante 3.3 : Réforme des entreprises publiques

Les activités suivantes ont été réalisées au 30 juin 2008. Il s'agit de :

- L'assistance technique au SCEP en matière de réforme, restructuration et privatisation des SPP ;
- L'assistance technique au SCEP en matière d'évaluation financière des SPP ;
- L'évaluation des entreprises UCAR, APB et SIP ;
- L'équipement informatique et bureautique du SCEP.
- Acquisition d'un véhicule pour renforcer la supervision des SPP

3.4. Etat d'avancement des activités de la 3^{ème} composante.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
SOUS-COMPOSANTE 3.1 : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE					
3.1.1	Réforme de la filière café				
3.1.1.1	Recrutement d'une banque d'affaire chargée de mener l'étude sur la stratégie de désengagement de l'Etat de la filière café et de procéder à la finalisation de la vente.	<ul style="list-style-type: none"> - Le démarrage de l'activité a eu lieu le 16/07/2008. - Le rapport comprenant le cadre institutionnel et légal, a été analysé par le comité de Pilotage le 16/9/2008. - Une note présentant les états financiers les dettes des entités de la filière café et des propositions de la restructuration financière a été transmise au Président du Comité de Pilotage le 10/10/2008. - Le consultant a déposé son rapport provisoire le 31/10/2008 qui comprend: (1) un Rapport Stratégique, (2) un Rapport sur le Dispositif Institutionnel et réglementaire, (3) un Rapport sur l'analyse du marché et (4) un Rapport d'évaluation financière. - Un rapport qui intègre les observations de la Banque Mondiale et du Comité de Pilotage a été transmis au PAGE le 12/12/2008. - La stratégie de désengagement de l'Etat de la filière café a été adoptée par le Gouvernement dans sa séance du conseil des Ministres du 17/12/2008. 	<ul style="list-style-type: none"> - Élaboration et publication DAO pour les actifs destinés à être vendus ; - Mise en place de l'autorité de régulation et d'interprofession ; - Procéder à la vente effective des actifs de l'Etat. 	Janv. 2008 – mars 2009	Les sous commission techniques à mettre en place seront chargées de la mise en œuvre de la stratégie de désengagement telle qu'adoptée par le Gouvernement et accompagneront chaque fois les propositions du consultant à chaque étape.
3.1.1.2	Campagne nationale de communication sur les réformes de la filière café	<ul style="list-style-type: none"> - La mise en place du plan de communication comportant les priorités a été réalisée dans la réunion du 4/9/2008 regroupant le PAGE, le Comité de réformes Café, l'OCIBU et le consultant. - Une conférence de presse a été organisée en date du 12/9/2008. - Un consultant journaliste a été recruté appuyer le comité dans la communication début octobre. Il a déposé son calendrier des missions de 	Informier le public sur contenu de la stratégie de désengagement adoptée par le Gouvernement (rôle de l'autorité régulatoire, l'opportunité de créer une interprofession moderne qui prend en main toute la filière, la participation des producteurs dans les nouvelles structures	Août 2008 – avril 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Le comité des réformes des filières café doit s'approprier du contenu de l'étude. - L'autorité au plus haut niveau doit donner un coup d'envoi de la campagne médiatique qui sera relayé après par le comité des réformes en faveur de tous les acteurs concernés par le désengagement.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		<p>descentes le 1/10/2008.</p> <p>-</p> <p>- Des éléments sonores issus des missions effectuées dans les régions caféicole ont été diffusés sur la Radio ISANGANIRO :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Région de KIRIMIRO : vendredi le 24/10/2008 à 22h. ▪ Région du MUMIRWA : vendredi le 31/10/2008 à 22h.. ▪ Région de NGOZI-KAYANZA : vendredi le 7/11/2008 ; ▪ Région Kirundo -Muyinga : samedi 15/11/2008 <p>- Le rapport portant sur les différents éléments sonores a été transmis au Président du Comité de Pilotage le 25/11/2008.</p>	institutionnelles, l'accès des producteurs au capital des actifs cédés par l'Etat).		
3.1.1.3	Audit financier des campagnes café 2004/2005 et 2005/2006	<p>- Le cabinet De Chazal De Mué a envoyé le rapport pré-définitif le 23/9/2008 et le rapport a été envoyé au aux différents bénéficiaires (SCEP, Comité des réformes et au ministère concerné) le 1/10/2008.</p> <p>- Le nouveau DG de l'OCIBU a transmis la 2ème partie des commentaires sur le rapport pré-définitif le 30/10/2008 qui ont été remis au représentant du Consultant le 30/10/2008.</p> <p>- Le consultant a envoyé au PAGE une lettre de demande des informations supplémentaires sur certains points obscures le 21/11/2008 qui a été transmise à l'OCIBU le 25/11/2008.</p> <p>- L'auditeur a travaillé avec l'OCIBU pour recueillir les informations supplémentaires début décembre 2008.</p>	Réception du rapport définitif	Janv. 2009	
3.1.2	Réforme de la filière thé				
3.1.2.1	Elaboration d'une stratégie de privatisation de la filière théicole.	<p>- Le projet de TDRs est en cours de finalisation par le comité des réformes.</p> <p>- Un atelier d'information et de sensibilisation sur les réformes thé a été organisé le 2/4/2008 et a donné les orientations sur la forme de</p>	- Evaluation technique et financière des complexes théicoles et l'OTB siège.	Janv – août 2008	- Selon l'OTB, il faut attendre la fin de la réhabilitation des complexes théicoles par le STABEX avant de procéder à leur évaluation technique et financière.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		désengagement de l'Etat de cette filière (démembrement).			
3.1.2.2	Mise en place d'un organe de régulation	<ul style="list-style-type: none"> - Le comité technique de suivi des études de la filière thé a analysé en date du 25/7/2008 les différents scénarii de mise en place de l'organe de régulation. - Le SCEP a suggéré au Ministère de la Bonne Gouvernance la mise en place d'une commission de contrôle et de régulation de la filière thé par la proposition d'une ordonnance en date du 18/8/2008 qui a fait l'objet de commentaires des différents acteurs 	Attendre la signature de l'ordonnance par le Ministre de la Bonne Gouvernance.	Janv – mars 2008	- L'OTB siège voudrait se transformer en une agence de régulation alors qu'il est en même temps acteurs de la filière.
3.1.2.3	Prévention des risques de conflits liés aux réformes de la filière thé	<ul style="list-style-type: none"> - L'étude a été lancée le 7/3/2008. - Le rapport pré-définitif a été transmis par le consultant Alert International le 7/11/2008. Ce rapport a été transmis aux différents acteurs de la filière mercredi le 12/11/2008 et à la Banque Mondiale le 18/11/2008. - Une réunion du Comité Technique a été organisée le 23/12/2008 pour valider le rapport pré-définitif. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réception des commentaires de l'OTB sur le rapport pré-définitif à transmettre au consultant. - Réception du rapport définitif. 	Janv. 2008 – févr. 2009	
3.1.2.4	Renforcement des capacités du comité à la mise en œuvre des réformes de la filière thé.	ND	-	Août – nov 2008	Le consultant sera recruté après avoir défini un plan de réforme de la filière thé.
3.1.2.5	Audit financier de l'OTB, exercices 2005 et 2006	<ul style="list-style-type: none"> - Le démarrage de l'étude a eu lieu le 14/11/2007 par le consultant FICADEX. - Le rapport définitif a été réceptionné le 14/8/08 et a été transmis au comité, au SCEP et au Ministère de l'Agriculture en date du 25/8/2008. 	Mise en applications des recommandations de l'audit.	Janv – mai 2008	L' OTB doit formuler une requête au Gouvernement pour le traitement de la dette suivant les recommandations de l'audit.
3.1.2.6	Renforcement des capacités opérationnelles du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - La connexion Internet dans les nouveaux bâtiments du MINAGRI par CBINET est terminée. - Des équipements informatiques ont été achetés pour appuyer le Ministère. - La connexion Internet a été réceptionnée le 12/6/2008 et le PV de réception a été produit le 	Activité clôturée	Avril juin 2008	

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		7/7/2008.			
3.1.3	Réforme de la filière coton				
3.1.3.1	Audit technique et financier de la COGERCO, exercices 2006 et 2007.	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché a été attribué au consultant FICADEX le 1/4/2008 et la signature du contrat est intervenue le 28/4/2008. - Le rapport d'étape sur l'audit financier et le rapport provisoire sur l'audit technique ont été transmis le 8/7/2008. - Les rapports finaux sur (i) l'audit comptable, financier et des procédures (exercices 2006 et 2007) et (ii) le rapport définitif sur l'audit technique de COGERCO ont été réceptionnés le 5/12/2008. - Ces rapports finaux ont été transmis aux différents bénéficiaires le 9/12/2008 (MINAGRI, Finances, SCEP, Banque Mondiale). 	Mise en oeuvre des recommandations de l'audit pour la COGERCO en vue d'assainir sa gestion financière et administrative.	Janv – juin 2008	La COGERCO nécessite un appui technique et financier pour la mise en place d'une comptabilité analytique et des manuels de procédure en matière de gestion financière et administrative.
3.1.3.2	Etude diagnostique de compétitivité et plan de redressement de la culture du coton au Burundi	<ul style="list-style-type: none"> - L'étude a commencé le 6/8/2008 par l'arrivée des premiers experts au Burundi. - Un nouveau comité de pilotage de l'étude a été nommé le 30/7/2008. - Le rapport provisoire a été réceptionné jeudi le 9/10/2008. Il a été transmis au comité technique de suivi des réformes le 20/10/2008 pour commentaires. - L'analyse du rapport provisoire par le Comité a débuté le 11/11/2008. - Les observations du comité technique de suivi de l'étude diagnostique de la compétitivité et d'une stratégie de développement de la culture du coton au Burundi ont été transmises au PAGE le 17/12/2008. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réception des observations du Comité Technique pour les transmettre au consultant. - Réception du rapport pré-définitif. 	Mai 2008 – févr. 2009.	La COGERCO nécessite un appui technique et financier pour le redressement de la culture du Coton au Burundi.
3.1.3.3	Renforcement des capacités du comité technique coton.	Non encore démarré		Oct. – déc. 2008	L'étude portant sur le diagnostic de compétitivité de la filière coton devra proposer un plan d'action de renforcement des capacités du comité technique coton.
3.1.4	Développement de la filière sucre.				
3.1.4.1	Support à la compétitivité du sucre	- Le consultant SOPEX a produit son rapport provisoire qui a été analysé le 8/10/2007.	Activité clôturée	Mars – nov 2008	La SOSUMO a financé sur ses fonds propres une autre étude

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		- Le rapport définitif a été réceptionné le 10 avril 2008.			destinée à évaluer le patrimoine de l'entreprise à déterminer la valeur réelle de l'action SOSUMO.
3.1.5	Secteur Hortofructicole				
3.1.5	Secteur hortofructicole et autres sources de croissance.	<ul style="list-style-type: none"> - Le comité du secteur hortofructicole s'est réuni régulièrement pour dresser un état des lieux, établir les besoins en investissement et préparer les descentes sur terrain. - Le comité horticole a organisé des descentes sur terrain pour poser le diagnostic à l'élaboration d'un plan de développement du secteur 	Activité clôturée	Avril – nov 2008	
	- Mission hortofructicole de la Banque Mondiale	<ul style="list-style-type: none"> - Une mission de la BM a eu lieu au Burundi du 1er au 6/4/2008 pour identifier l'expérience du Burundi en culture fruitières et les options susceptibles d'être financées dans la nouvelle opération agricole. - La Banque Mondiale a envoyé l'aide-mémoire contenant les orientations de sa prochaine intervention dans le secteur agricole. 	Suivre l'équipe qui sera mise en place pour la formulation du projet BM dans le secteur agricole.	Avril 2008	
	- Mission de la Banque Mondiale pour le programme d'irrigation	<ul style="list-style-type: none"> - Un Expert en Irrigation à la Banque Mondiale a effectué une mission au Burundi du 1er au 6/4/2008 pour identifier l'expérience du Burundi en irrigation et les options susceptibles d'être financées dans la nouvelle opération agricole. - L'aide mémoire de la mission a été réceptionné le 24 juin 2008. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mission clôturée - Suivre l'équipe qui sera mise en place pour la formulation du projet BM dans le secteur agricole. 	Avril 2008	
SOUS – COMPOSANTE 3.2 : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE HORS AGRICULTURE					
3.2.1	Renforcement du cadre légal et réglementaire des affaires				
3.2.1.1	Modernisation du code de commerce et du code des sociétés publiques et privées.	<ul style="list-style-type: none"> - L'étude a été lancée le 12/10/2007. Les avants projets de code sont disponibles. Ils ont été analysés lors de l'atelier du 05 et 06 mars 2008 organisé par le Comité technique. - Les observations du ministère et du secteur privé ont été transmises au consultant le 26/3/2008. - Le consultant a transmis le rapport pré-définitif le 9/7/2008 intégrant les observations locales qui 	<ul style="list-style-type: none"> - Réception du rapport définitif. - Vulgarisation du code qui sera promulgué. 	Janv – avril 2008	

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		<p>a été directement envoyé à la Banque Mondiale pour observations.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les commentaires de la Banque Mondiale formulés par deux consultants chargés d'harmoniser les codes burundais à OHADA (Organisme pour l'Harmonisation du Droit des Affaires) ont été réceptionnés le 19/12/2008 et ont été envoyés au consultant. 			
3.2.1.2	Rédaction et traduction en anglais de la loi sur la concurrence	<ul style="list-style-type: none"> - Le rapport provisoire a été transmis le 17/4/2008. - Un atelier d'analyse du rapport provisoire a été organisé le 12/5/2008 et les observations de toutes les 3 commissions ont été transmises au consultant le 5/6/2008. - Le rapport pré-définitif relatif au projet de décret a été produit par le consultant le 11/7/2008 et a été transmis au Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme le 15/7/2008. - Le rapport définitif relatif au projet de décret a été transmis par le consultant le 29/9/2008 et a été envoyé au comité technique pour analyse le 02/10/2008. 	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi de la signature du texte par les organes habilités. - Vulgarisation de la loi sur la concurrence 	Janv – mai 2008	<p>Il faut une harmonisation de la loi avec celle portant sur le code de commerce.</p> <p>Il faut que le Ministère enclenche les procédures d'adoption de la loi par les instances habilitées.</p>
3.2.1.3	Evaluation du cadre de concertation secteur public/secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> - Le démarrage de l'étude a eu lieu le 25/3/2008. - Le décret portant création du cadre de dialogue et de concertation pour le PPP a été promulgué par le Président de la République le 17/06/2008. 	Nomination des membres du cadre de dialogue pour le PPP.	Fév – août 2008	Il faut que le Ministre procède à la consultation des chambres pour savoir les cadres à nommer.
3.2.1.4	Modernisation du Code des investissements et sa traduction en anglais	<ul style="list-style-type: none"> - Le projet de code des investissements révisé lors d'un atelier organisé par un Expert de la BM a été produit en février 2008. - Un consultant local a été recruté au mois de mars 2008 pour finaliser le document produit par l'Expert. Il a produit le projet de texte intégrant les observations locales et de la Banque Mondiale le 3/6/2008 qui a été transmis au Conseil des Ministres le 23/6/2008. - Le projet de loi portant code des Investissements du Burundi a été adopté par le Conseil des Ministres du 12 et du 13/6/2008. 	Vulgarisation et traduction du code des investissements en anglais.	Janv – juin 2008	

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		<ul style="list-style-type: none"> - Le code a été analysé par l'Assemblée nationale et le Sénat le 18/7/2008. Il a été signé par la présidence de la République le 23/9/2008. - Le code des investissements promulgué a été traduit en Anglais le 18/12/2008. 			
3.2.1.4.1	Agence de promotion des investissements	<ul style="list-style-type: none"> - Un consultant a été recruté pour élaborer un projet de texte mettant en place l'Agence des investissements. Le projet de texte est en cours d'analyse par les instances habilitées. 	Réception du rapport provisoire		
	Production du Guide d'investisseur (IRR)	Une note de défi a été produite lors de l'atelier du 6 au 10/10/2008 sur les IRR pour disponibiliser un guide d'investisseur, au bout de 100 jours à partir de mi-octobre 2008.	Production du guide d'investisseur actuellement inexistant pour informer et intéresser les investisseurs.	Oct. - janv. 2009	L'objectif que s'est fixé le ministère est que la fréquence des visites sur le site web du Ministère par le public soit multipliée au moins par 3.
3.2.1.5	Modernisation du code minier	<ul style="list-style-type: none"> - La signature du contrat a eu lieu vendredi le 14/11/2008. - Le consultant a demandé quelques documents de base et lui ont été envoyés le 1/12/2008. 	Réception du rapport provisoire.	Janv. – août 2008	Il faut que le comité technique de suivi de l'étude soit élargi à la société civile et aux représentants des opérateurs du secteur minier.
3.2.1.6	Renforcement des capacités du CEBAC	<ul style="list-style-type: none"> - Le CEBAC est fonctionnel mais le volume des dossiers en possession est faible car il est encore jeune. 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer un plan de renforcement des capacités du CEBAC. 	Janv. – déc. 2008	<ul style="list-style-type: none"> - Le CEBAC devrait développer une stratégie de communication efficace pour mieux vendre ses services.
3.2.1.7	Création d'un site Web au Ministère du Commerce et de l'Industrie	<ul style="list-style-type: none"> - Le consultant recruté (ATHENA) a déjà produit le site provisoire le 24/10/2007. Les observations du comité technique sur le rapport provisoire ont été transmises au consultant le 29/11/2007. - La présentation du site a eu lieu le 8/8/2008. - Une lettre de demande de calendrier de formation a été envoyée au consultant le 2/10/2008. - Il reste la formation des cadres pour une appropriation effective du site par le service bénéficiaire. La maintenance sera assurée par le même consultant. 	<ul style="list-style-type: none"> - Production du rapport définitif du site. - Assurer la formation de l'équipe d'animation du site. 	Avril 2008	La clôture du contrat est retardée la formation des cadres chargés de l'administration du site
3.2.2	Amélioration de l'environnement des affaires				
3.2.2.1	Etude sur le climat des investissements : préparation d'un plan d'actions.	<ul style="list-style-type: none"> - Le rapport provisoire a été produit par le consultant. Un atelier de présentation et d'analyse a été organisé le 10 avril 2008 et les observations issues de l'atelier ont été transmises au consultant le 5/5/2008. - Le rapport pré-définitif ainsi que le projet de matrice du plan d'action a été réceptionné le 	<ul style="list-style-type: none"> - Réception du rapport définitif. 	Janv. 2008.	<p>Initialement, les enquêtes et l'étude ont été conduites par la Banque Mondiale au premier semestre 2007 et le PAGE devrait financer la préparation d'un plan d'action.</p> <p>Le PAGE a été sollicité pour la conduite de l'étude. Le Comité</p>

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		<p>13/5/2008 et les observations du ministère du Commerce et de l'Industrie ont été transmises au consultant le 10/6/2008.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le consultant a transmis le rapport pré définitif le 3/8/2008. - Le rapport pré-définitif a été transmis au comité pour analyse le 9/8/2008. - Le Comité Technique a envoyé ses observations le 24/10/2008. - Les observations du Comité Technique ont été transmises au Consultant le 28/10/2008. - Une lettre de rappel pour demander la transmission du rapport définitif a été envoyée au consultant le 19/12/2008. 			<p>Technique de suivi du PAGE a signifié que le rapport qui a été produit par le consultant n'a pas inclus certains points de vues des termes de références de l'étude et il a été demandé au consultant de ré-analyser son rapport.</p>
3.2.2.2	Etude sur la vision et la Stratégie de développement industriel et commercial	<ul style="list-style-type: none"> - L'étude a été lancée le 18/10/2007. Un rapport pré définitif a été produit au mois de décembre 2007. - Le consultant a transmis le rapport définitif qui a été analysé lors de l'atelier du 11 avril 2008. - le document produit a été distribué aux autres acteurs importants intéressés par l'étude avant la tenue de l'atelier dans le cadre d'assurer une grande diffusion de l'étude afin de prétendre obtenir des recommandations des acteurs du secteur. 	<ul style="list-style-type: none"> - Formulation des observations par le Comité de suivi de l'étude élargi au secteur privé. - Organiser un atelier pour discuter des modalités de mise en œuvre des recommandations de l'étude. 	Janv – mars 2008	<ul style="list-style-type: none"> - Le Directeur Général de l'Industrie a adressée à la coordination du PAGE une lettre signifiant qu'il n'y a pas eu de débat ouvert lors de l'atelier d'analyse du rapport produit par le consultant.. - Il faut que le comité technique de suivi de l'étude et le cadre de dialogue (secteur privé) analyse le rapport pour formuler les recommandations à mettre en œuvre.
3.2.2.3	Atelier de vulgarisation des études existantes sur l'intégration du Burundi à l'EAC et au COMESA	<ul style="list-style-type: none"> - Une commission de suivi de l'intégration du Burundi à l'EAC a été mise en place par le Ministre concerné. - Il a été demandé au Président de la commission de reconstituer la revue documentaire des textes existants sur l'intégration régionale. - L'IDEC a transmis la proposition technique et financière le 23/7/2008 et leur analyse est intervenue le 28/7/2008. Le contrat avec l'IDEC a été signé le 28/7/2008. L'atelier a été organisé le 18 et 19/9/2008 et un rapport de l'atelier a été 	-	Mai – oct 2008	Activité clôturée

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		réceptionné le 26/9/2008.			
3.2.3	Renforcement du secteur financier	- Cette activité sera réalisée par le FMI. - Une mission du FMI est en cours pour diagnostiquer le secteur financier.	- Réception du rapport de la mission des Experts du FMI et de la BM.	Août 2008 – mars 2009	
SOUS – COMPOSANTE 3.3 : REFORME DES ENTREPRISES PUBLIQUES					
3.3.1	Amélioration du cadre institutionnel de privatisation.				
3.3.1.1	Assistance Technique en matière de réforme, restructuration et privatisation des SPP (renforcement des capacités institutionnelles).	- La DMI a été publiée le 8/5/2008. - La signature du contrat avec le consultant André COTE s'est passée en date du 3/6/2008. - Le rapport pré-définitif a été transmis aux parties concernées le 18/12/2008. Ce dit rapport a été accepté par le service bénéficiaire comme rapport définitif.	Mise en œuvre des recommandations de l'étude	Janv – déc 2008	Suite au manque de consensus entre le Comité Technique du SCEP et le consultant sur certains points du rapport pré-définitif, les différents services bénéficiaires ont jugés bon de considérer ce dit rapport comme définitif.
3.3.1.2	Audit technique et financier de la REGIDESO	Le SCEP avait retiré la REGIDESO de la liste des entreprises qui seront auditées au profit de l'audit du COTEBU et de l'Hôtel Source du Nil à travers sa correspondance du 8 mai 2008.	- Faire le suivi auprès de la REGIDESO (PM).	Janv – nov 2008	Cette activité a été financée par un autre projet de la Banque Mondiale.
3.3.1.3	Audit technique et financier du COTEBU	- Les TDRs ont été envoyés pour non objection le 29/1/2008. - Le SCEP a transmis une note de stratégie à adopter pour le COTEBU. - Un avis d'appel d'offre a été lancé par le SCEP au mois d'octobre 2008.	Faire le suivi auprès du SCEP (PM).	Janv – nov 2008	L'activité n'est pas financée par la PAGE.
3.3.1.4	Audits financier set comptables de certaines SPP (Air Burundi, ECOSAT, ONATOUR, SIP, ALM et le LNBTB)	- L'attribution de marchés pour les différentes unités sauf l'ONATOUR a eu lieu jeudi le 4 décembre 2008 - La notification de ces marchés aux différents soumissionnaires gagnants non compris l'ONATOUR a eu lieu le 5/12/2008. - L'attribution du marché d'audit de l'ONATOUR a eu lieu le 17/12/2008 et le contrat a été signé vendredi le 19/12/2008.	- Réception des rapports provisoires sur l'audit des entreprises Air Burundi, le LNBTB, ALM, ECOSAT et le SIP qui était prévue le 8/1/2009 - Réception de l'audit de l'ONATOUR prévue le 22/1/2009	Déc.2008 – févr. 2009	
3.3.1.5	L'AT de l'analyse financière des SPP	- Le SCEP a déjà complété la base de données des SPP jusqu'au 31/12/2007. Le SCEP a recruté 3 temporaires en mars 2008 pour finaliser la base de données sur les SPP au 31/12/2007.		Janv – fév 2008	Activité clôturée

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
3.3.1.6	Stratégie de communication	<ul style="list-style-type: none"> - Les TDRs pour le recrutement d'un consultant ont été transmis par le SCEP. La notification du marché au consultant a eu lieu le 19/9/2008. - Le démarrage de l'étude a eu lieu le 16/10/2008. - Le rapport provisoire a été réceptionné le 18/12/2008 et il a été directement transmis au Comité Technique pour analyse. 	- Réception des observations du comité technique de suivi sur le rapport provisoire.	Mai – oct 2008	
3.3.1.7	Renforcement des capacités des experts du SCEP : formation en audit et contrôle interne	<ul style="list-style-type: none"> - Le SCEP a déjà établi un programme de formation locale des Experts (audit externe et contrôle interne, techniques de privatisation). - Les TDRs pour le recrutement de 3 consultants formateurs sur les 3 modules ont été finalisés le 6/5/2008. - L'attribution du marché a eu lieu le 26/8/2008 et le contrat a été signé le 1/9/2008. - La formation des Experts a débutée le 20/10/2008 et a été clôturée le 31/10/2008. - Le rapport de formation a été réceptionné le 11/11/2008. 	-	Mars 2008 – juillet 2009	Activité clôturée
3.3.1.8	Renforcement des capacités des experts du SCEP : formation en technique de privatisation	<ul style="list-style-type: none"> - Le SCEP a déjà établi un programme de formation locale des Experts (audit externe et contrôle interne, techniques de privatisation, formation sur le nouveau plan comptable). - Les TDRs pour le recrutement de 3 consultants formateurs sur les 3 modules ont été finalisés le 6/5/2008. - Le marché a été attribué le 5/12/2008 - La formation des Experts du SCEP a débuté le 11/12/2008 et s'est clôturée le 23/12/2008. 	- Réception du rapport de formation.	Mars 2008 – juillet 2009	L'activité a connu du retard car il a été relancé le 30/9/2008 par manque de propositions suffisantes.
3.3.1.9	Organisation d'un atelier sur la privatisation	- un atelier forum de sensibilisation sur la politique de privatisation a été organisé du 3 au 4 juillet 2008. le rapport a été réceptionné le 1/8/2008	-	Juillet 2008	Activité clôturée
3.3.1.10	Appui logistique du SCEP	-			
	- Création d'un site Web dynamique.	- Le site a été conçu par ATHENA. La	- Débuter la formation de l'équipe d'animation du	Mars – août 2008	La clôture de l'activité est retardée par la non formation des cadres

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		<p>nomination du responsable du site a été faite.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le consultant a présenté le site web le 8/8/2008. Il reste la formation des cadres pour une appropriation du site par le SCEP. - La maintenance sera faite par le même consultant. - Une lettre de demande de calendrier de formation de l'équipe des cadres chargés de l'animation du site a été envoyée au consultant le 2/10/2008. 	site.		chargés de la gestion du site par le consultant ATHENA.
	- Véhicules (Renforcement de la supervision des entreprises publiques).	- Un véhiculé a été livré au SCEP pour renforcer la supervision des SPP.	-	Mars – juin 2008	Activité clôturée
3.3.2	Programme cohérent d'un cadre de privatisation				
3.3.2.2	Vente des actifs de l'OCIBU hors du secteur café.	Le processus de vente des actifs de l'OCIBU hors du secteur Café a été lancé par le SCEP. Un avis d'appel d'offre a été lancé le 30/8/2008.	Assurer le suivi du processus de vente.	Janv. 2008 – juillet 2009	
3.3.2.3	Evaluation suivi de la vente des Actifs des Sociétés (ABP, SBF, UCAR, SIP)	<ul style="list-style-type: none"> - L'évaluation des actifs a été clôturée et la valeur de l'action de chaque entreprise a été déterminée. - Le processus de vente a été lancé pour certaines sociétés. - La SBF a été déjà privatisée par l'achat des actions de l'Etat par une Banque étrangère. - Les avis d'appel d'offres pour la vente des titres détenus par l'Etat dans ABP et UCAR ont été publiés dans le renouveau le 6/8/2008 par le CIP. La date limite de dépôt est fixée au 2/10/2008. 	Suivi du processus de vente de chaque entreprise.	Juillet – déc 2007	

3.5. Réalisation des indicateurs de performance de la 3^{ème} composante.

Indicateurs	Etat de réalisation	Observations
1) L'évaluation et l'audit de l'entreprise REGIDESO seront terminés	L'indicateur ne sera pas réalisé par le Projet PAGE.	L'audit de la REGIDESO sera réalisé par un autre Projet d'Appui à la REGIDESO de la Banque Mondiale.
2) Apurement satisfaisante par le Gouvernement des arriérés au secteur privé : au moins 70% de la dette auditée a été apurée.	<ul style="list-style-type: none"> - Le rapport d'audit des arriérés de l'Etat sur le secteur privé et les arriérés de la dette intérieure au 31/12/2004 a été produit en mars 2006. Sur base de ce rapport, il a été établi 981 dossiers validés et qui étaient évalués à 18.869.624.743 FBU. - Le paiement de tous les arriérés de l'Etat au secteur privé a été clôturé au mois de juin 2007. 	<ul style="list-style-type: none"> - Toutes les créances inférieures à 100 millions de francs burundais ont été payées directement ; - Les créances supérieures à 100 millions de francs burundais (qui étaient estimées à 2.096.110.148 FBU) ont été converties en obligations et leurs paiements ont été clôturés.
3) Révision du cadre institutionnel de privatisation : cadre institutionnel adopté par le conseil des ministres	<p>Le projet de texte avait été transmis au Parlement par le Conseil des Ministres mais il a été retourné pour recorection suivant les observations de la Banque Mondiale.</p> <p>Le projet de texte sera retransmis au Conseil des Ministres pour analyse.</p>	L'indicateur sera réalisé au courant de l'année 2009.
4) La SODECO et un nombre important des stations de lavage ont été privatisés	<ul style="list-style-type: none"> - Le consultant a déposé son rapport provisoire le 31/10/2008 qui comprend: (1) un Rapport Stratégique, (2) un Rapport sur le Dispositif Institutionnel et réglementaire, (3) un Rapport sur l'analyse du marché et (4) un Rapport d'évaluation financière. - Le rapport final intégrant les observations de la Banque Mondiale et du Comité de suivi des réformes de la filière a été transmis au PAGE le 12/12/2008. - La stratégie de désengagement proposée par le consultant a été analysée et adoptée par le Gouvernement le 17/12/2008 dans sa séance du Conseil des Ministres. 	- La réalisation de l'indicateur est prévue en mars 2009.

COMPOSANTE IV : BONNE GOUVERNANCE ET JUSTICE

COMPOSANTE IV : BONNE GOUVERNANCE ET JUSTICE.

4.1. Objectifs de la 4^{ème} composante.

La quatrième composante a comme objectif le renforcement des capacités des structures chargées de la bonne gouvernance (Cabinet du Ministère de la Bonne Gouvernance et de l'Inspection Générale de l'Etat, de la Privatisation et de l'Administration Locale), les structures de contrôle externes notamment la Cour des Comptes et la Commission Finance du Parlement, la réforme des systèmes des marchés publics et le secteur de la justice.

Elle comprend quatre sous composantes dont :

- Sous Composante 4.1 : Ministère de la Bonne Gouvernance
- Sous Composante 4.2 : Contrôles externes
- Sous Composante 4.3 : Réformes systèmes des marchés publics
- Sous Composante 4.4 : Justice

4.2. Les activités prévues de la 4^{ème} composante.

Sous composante 4.1 : Appui à la Bonne Gouvernance

- Appui à la mise en place en œuvre de l'engagement du Burundi en matière de Bonne Gouvernance et de lutte contre la corruption en collaboration avec le WBI ;
- Appui Institutionnel à la Structure Chargée de la Bonne Gouvernance ;
- Appui à l'Inspection Générale de l'Etat ;
- Audit de la vente du Falcon 50;
- Audit des dettes croisées entre l'Etat du Burundi et le secteur pétrolier.

Sous composante 4.2. Contrôles externes

Sous composante 4.2.1. Cours des comptes.

- Mission d'assistance technique à l'élaboration des procédures de contrôle et la définition des dossiers permanents ;
- Informatisation de la Cour des Comptes ;
- Appui Logistique ;
- Assistance technique à la certification des comptes 2006
 - Formations des magistrats et des greffiers de la Cour des Comptes
 - Financement pour la participation aux séminaires locaux et internationaux ;

Sous composante 4.2.2. Commission Finance du Parlement

- Renforcement des capacités en analyse et contrôle budgétaire
- Renforcement en techniques de passation des Marchés Publics,
- Voyages d'études
- Equipement et Appui Logistique

Sous composante 4.3. Réformes des marchés Publics

- Mise en place et adoption du nouveau code des marchés publics,
- Mise en place d'un nouveau cadre institutionnel des marchés publics et les entités autonomes (après adoption du code).
- Elaboration des documents types de passation de marchés,
- Renforcement des capacités des marchés publics et plan d'action pour l'Horizon 2010 (rapport en cours d'analyse) ;
- Atelier de vulgarisation du nouveau code des Marchés Publics ;
- Atelier de vulgarisation des documents types de passation des marchés ;
- Mise en place de nouveaux organes ;
- Mise en œuvre du plan de renforcement des capacités des nouveaux organes de gestion et de passation des marchés publics ;
- Recrutement d'un consultant en suivi évaluation du système des marchés publics;
- Audit du nouveau système des Marchés Publics ;
- Recrutement consultant pour l'informatisation des nouveaux organes de gestion et de passation des marchés.

Sous composante 4.4 : Justice.

Les activités prévues au niveau de cette sous composante sont reprises ci – après :

- Etude diagnostique du secteur de la justice ;
- Exécution des jugements portant sur les litiges fonciers ;
- Equipement informatique et bureautique du service de la statistique ;
- Equipement informatique et bureautique du service national de législation ;
- Formation des magistrats du Tribunal de Commerce en droit des affaires ;
- Création d'une base de données du Tribunal de Commerce ;
- Création et équipement de la bibliothèque du Tribunal de Commerce ;
- Equipement mobilier pour greffiers et magistrats du Tribunal de Commerce ;
- Moyens de transport pour exécution des jugements en faveur du Tribunal de Commerce ;
- Voyage d'études en procédures de référé ;
- Création d'un site internet de la Cour Suprême ;
- Appui logistique et charges récurrentes aux Associations des journalistes (AFJO & DHD).

4.3. Les activités clôturées de la 4^{ème} composante au 31 décembre 2008.

Sous Composante 4.1 : Appui à la Bonne Gouvernance

a) Etudes réalisées :

- Les enquêtes « FOCUS GROUP » dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre de l'engagement du Burundi en matière de Bonne Gouvernance et de lutte contre la corruption en collaboration avec le WBI.

b) Appui à l'inspection Générale des Finances

- Le Projet PAGE a financé la participation des cadres de l'Inspection Générale des Finances à deux séminaires internationaux qui ont eu lieu respectivement en date du 9 au 16 octobre 2004 à Budapest et du 29 au 30 novembre 2004 à Dakar.

- Financement d'un voyage d'études pour une délégation de 3 cadres de l'Inspection Générale des Finances qui s'est rendue au Rwanda du 20 février au 2 mars 2005 ;
- Financement d'un voyage d'études auprès de la Tanzania Revenue Authority et au Port de Dar – Es-Salaam du 13 au 22 mars 2005 ;
- Financement d'un voyage d'études auprès de la KENYA Revenue Authority du 6 au 16 mars 2005 ;
- Financement d'un atelier de restitution des échanges tirés des voyages d'études ;
- Financement de la formation en audit et contrôle interne en faveur de 50 inspecteurs et contrôleurs des finances publiques ;
- Appui Logistique composé de deux véhicules (camionnette double Cabine) pour faciliter le travail des inspecteurs et contrôleurs des Finances sur terrain ;
- Formation et séminaires par la participation aux Assemblées Générales de l'AFROSAI et aux assemblées Générales du CREFIAP (Conseil Régional de Formation des Institutions Supérieures de Contrôles des Finances Publiques de l'Afrique Francophone Subsaharienne).

c) Appui à l'Inspection Générale de l'Etat :

- Le PAGE a financé un voyage d'étude au RWANDA, en OUGANDA et au KENYA à sept hauts cadres de l'inspection générale de l'Etat dans le cadre des échanges d'expérience avec les institutions de contrôle de ces pays ;
- Audit de la vente du Falcon ;
- Audit des dettes croisées entre l'Etat du Burundi et le secteur pétrolier : le rapport définitif produit le 26/3/2008 a été publié sur le site du SP/REFES le 6/6/2008 et un résumé du rapport a été publié dans le Renouveau le 11/6/2008.
- Formation sur place par des consultants nationaux en « **Audit et Contrôle Interne** » : la formation a été financé par le PAGE en faveurs de 53 inspecteurs de l'Etat. Elle a été clôturée le 25/1/2008 ;
- **Séminaires de formation** : participation en faveur de 2 Inspecteurs de l'Etat à l'Assemblée Générale de l'Association des Institutions Supérieures de Contrôle ayant en Commun l'usage du Français (AISCCUF) qui s'est tenue du 28-29 janvier 2008 à Marrakech au Maroc.

Sous composante 4.2. Contrôles externes

Sous composante 4.2.1. Cour des Comptes

a) Formations et séminaires :

- Financement d'un séminaire d'information sur les missions, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des Comptes, organisé le 20 décembre 2004 ;
- Un appui logistique constitué de toges a été donné. L'achat a été effectué le 26/08/2004 ;
- Financement d'un séminaire d'information à l'intention des comptables publics sur leurs obligations de rendre compte devant la Cour des Comptes qui a eu lieu à l'Hôtel Source du Nil le 14 février 2005 ;
- Financement d'un séminaire d'information à l'intention des commissaires aux comptes. Ce séminaire a eu lieu le 11 mars 2005 à l'Hôtel Source du Nil ;

- Financement d'un séminaire d'information à l'intention des administrateurs communaux organisé en date du 19 septembre 2005. Ce séminaire avait pour but d'informer les Administrateurs communaux en tant qu'Ordonnateurs des services publics que sont les communes, de leurs obligations découlant de la loi régissant la Cour des Comptes ;
- Le projet PAGE a formé tous les magistrats de la Cour des comptes en Informatique de Base ainsi que le personnel d'appui :
 - Nombre d'agents formés : 37 y compris 21 magistrats de la Cour des Comptes.
- Achat Kit Internet et des climatiseurs : une convention de financement a été signée pour acquisition d'un kit Internet et des climatiseurs pour la salle hébergeant le site Web de la Cour des comptes. La réception des travaux réalisés au titre de cette convention a été effectuée le 30/4/2008.

b) Voyage d'études :

- Financement d'un voyage d'études effectuées à Paris et à Bruxelles en faveur de Sept Magistrats de la Cour des Comptes en novembre 2004 dans le cadre de la mise en place de la Cour des Comptes ;
- Complément de financement pour la participation au séminaire des présidents des Cours de Comptes en France ;
- Financement de 2 magistrats de la Cour des comptes pour participer à l'assemblée générale de l'Association des Institutions Supérieures de Contrôle ayant en Commun l'usage du Français (AISCCUF qui s'est tenue du 28-29 janvier 2008 à Marrakech au Maroc.

c) Appui Logistique :

- **Informatisation de la Cour des Comptes :**
 - Financement d'une Etude pour l'informatisation et la mise en place d'un système de gestion de l'information à la Cour des Comptes du Burundi ;
 - Fourniture de 21 ordinateurs et leurs accessoires pour faciliter le travail quotidien des magistrats de la Cour des Comptes avec onduleurs ;
 - Financement d'un câblage réseau de la Cour des Comptes.
- **Fourniture à la cour des comptes :**
 - Acquisition d'une photocopieuse ;
 - Fourniture de 135 livres par IMPARUDI S.A de Bujumbura () et la LIBRAIRIE SAINT PAUL de Bujumbura (77 livres) au mois de mai 2008.
 - Fourniture de 2 véhicules.

d) Assistance technique à la Cour des Comptes

- Une mission de la cour des comptes Belge a été effectuée au mois d'Août 2006 pour identifier les besoins en formation de la Cour des Comptes du Burundi;
- Assistance technique à la certification des comptes 2006 et à la définition d'un dossier permanent.

Sous – Composante 4.2.2. Commission Finances du Parlement

a) Renforcement des capacités en analyse et contrôle budgétaire

- Cinq parlementaires ont participé au séminaire sur le contrôle budgétaire et les procédures d'exécution des dépenses publiques qui a eu lieu en Côte d'Ivoire en avril 2005.
- Le projet PAGE a financé aux mois de mars et avril 2006 trois stages de formation à BAMAKO en faveur de 6 parlementaires sur la revue des dépenses publiques, le Contrôle Budgétaire et Procédure d'exécution des Dépenses Publiques et sur la dette extérieure et intérieure: comment maîtriser son impact sur l'économie.
- Le PAGE a financé un séminaire sur les procédures de passation des marchés à l'intention des parlementaires des deux chambres du parlement. Les bénéficiaires de cette formation sont membres de la commission Finances, des affaires économiques et Planification, les membres de la commission Bonne Gouvernance et Agriculture. Au total, 53 parlementaires ont été formés sur les procédures de passation des marchés.

b) Voyages d'études :

- Au cours du mois de mai 2006, le projet PAGE a financé un voyage d'étude au Rwanda et en Ouganda en faveur de tous les membres de la commission finances, des Affaires Economiques et Planification du Parlement ;
- Au cours du mois d'août 2006, le projet a financé un voyage d'étude au Bénin et au BURKINA FASO en faveur de 10 membres de la commission chargée des Questions Economiques, Finances et Budget du Sénat pour voir l'expérience des pays visités dans les réformes de la gestion des Finances Publiques ;
- En décembre 2006, le projet PAGE a financé un voyage d'étude au Kenya et en Tanzanie pour voir les expériences de ces pays en matière de gestion de services de collecte des recettes de l'Etat créés sous la dénomination « Office de Collecte des Recettes de l'Etat » ;
- Le PAGE a financé une mission du 8 au 19 septembre 2007 au SENEGAL et en COTE D'IVOIRE en faveur des membres de la commission finances du Parlement. Le rapport de mission a été déjà produit ;
- Un voyage d'étude a été effectué au RWANDA, OUGANDA, KENYA & TANZANIE en faveur de 14 membres de la commission Finances des deux chambres du Parlement. Ce voyage était centré sur l'échange d'expérience sur le contenu des accords de partenariats économiques signés par les pays visités et le rôle joué par les structures parlementaires dans la signature de ces accords.

Sous composante 4.3. Réformes des marchés Publics.

- Le nouveau Code des Marchés Publics a été promulgué le 4/2/2008 et sera mis en vigueur le 4/10/2008. Les textes d'application qui l'accompagnent sont en cours d'analyse par les organes habilités.
- Vulgarisation du nouveau code des Marchés Publics par la formation de 100 gestionnaires de crédits publics qui a été réalisée du 19 mai au 6 juin 2008.
- Vulgarisation du nouveau code des Marchés Publics par la formation de gestionnaires de crédits publics dans toutes les régions du pays a été réalisée du 19 /09/ 2008 au 30/9/2008.

Sous composante 4.4 : Justice

Sous composante 4.4.1 : Ministère de la Justice.

a) Assistance technique :

- Financement de l'exécution des jugements portant sur les litiges fonciers ;
- L'étude sur la revue documentaire du secteur de la justice destinée à éclairer la réalisation de l'étude diagnostique du secteur de la justice a été réalisée le 27/6/2008.

b) voyages et séminaires de formation :

- Voyage d'étude en procédures de référé.

c) Appui logistique :

- Equipement informatique et bureautique du service de la statistique. : 1 PC, 3 onduleurs et une imprimante réseau et équipement meubles ont été réceptionnés le 28/4/2008 ;
- Equipement informatique du Service National de Législation : 3 PC, 3 onduleurs et une imprimante réseau ont été réceptionnés le 28/4/2008.

Sous composante 4.4.2 : Tribunal de Commerce.

- Acquisition de 24 livres financés par le PAGE pour la création et l'équipement de la bibliothèque du Tribunal de Commerce (mai 2008) ;
- Equipement informatique : 3 PC, 3 onduleurs, 1 scanner et une imprimante réseau ont été réceptionnés le 28/4/2008.

4.4. Etat d'avancement des activités de la 4^{ème} composante.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
SOUS-COMPOSANTE 4.1 : MINISTERE DE LA BONNE GOUVERNANCE					
SOUS-COMPOSANTE 4.1.1 : APPUI AU CABINET DU MINISTERE DE LA BONNE GOUVERNANCE					
4.1.1.1	Appui à la mise en œuvre de l'engagement du Burundi en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption en collaboration avec l'Institut de la Banque Mondiale	<ul style="list-style-type: none"> - Les enquêtes ont été menées et un rapport d'analyse a été produit. - Le rapport définitif a été transmis et analysé par le Conseil des Ministres le 1/8/2008. 	-	Janv – mars 2008	L'étude est financée et pilotée par l'IBM (Institut de la BM).
4.1.1.2	Revue documentaire des études déjà réalisées sur la corruption au Burundi.	- Le consultant Julien NIMUBONA a envoyé son rapport pré définitif au mois de mai 2008. le rapport définitif a été produit au mois de juin 2008.	-	Janv – déc 2008	Activité clôturée
4.1.1.3	Appui institutionnel à la structure chargée de la Bonne Gouvernance (Cabinet du Ministre)	- Les équipements ont été réceptionnés (5 PC, une imprimante locale, 1 fax et 1 photocopieuse de grande capacité) au mois de février 2008.	<ul style="list-style-type: none"> - Activité terminée. - Attendre les autres besoins exprimés par les bénéficiaires. 	Mai – juin 2008	Le budget restant prévoit d'autres fonds prévus pour appuyer la structure de la Bonne Gouvernance.
SOUS-COMPOSANTE 4.1.2 : APPUI A L'INSPECTION GENARALE DE L'ETAT.					
4.1.2.1	Audit des dettes croisées entre l'Etat du Burundi et le secteur Pétrolier.	<ul style="list-style-type: none"> - L'audit a démarré depuis le 9/1/2008. Le rapport définitif a été produit le 26/3/2008. - Le rapport définitif a été publié sur le site du SP/REFES le 6/6/2008 et un résumé du rapport a été publié dans le Renouveau le 11/6/2008 tel que recommandé par le Ministre de l'Economie, des finances et de la Coopération au Développement. 	- Activité clôturée	Janv – avril 2008	L'activité a été clôturée.
4.1.2.2	Formation sur place par des consultants nationaux en « Audit et Contrôle Interne »	<ul style="list-style-type: none"> - Une formation en « audit et contrôle interne » financée par le PAGE en faveur de 53 inspecteurs de l'IGE a été clôturée le 25/1/2008. - Le rapport d'évaluation de la formation a été produit. 		Mars 2008	L'activité a été clôturée.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
4.1.2.3	Formation sur place en « Audit de performance »	<ul style="list-style-type: none"> - Les TDRs pour le recrutement d'un formateur en « Audit de performance » ont été produits par l'Inspection Générale de l'Etat. - La publication du DMI a eu lieu le 23/6/2008. - Le processus de passation de marché ont aboutit l'identification d'un consultant le 12/12/2008. - La formation démarrera la formation est en cours de finalisation pour recruter un formateur. - Le démarrage de la formation aura lieu au mois de mars suite à la non disponibilité du consultant 	Démarrage de la formation au mois de mars.	Mars 2008	
4.1.2.4	Séminaires de formation	<ul style="list-style-type: none"> - Financement pour la participation en faveur de 2 Inspecteurs de l'Etat à l'Assemblée Générale de l'Association des Institutions Supérieures de Contrôle ayant en Commun l'usage du Français (AISCCUF) qui s'est tenue du 28-29 janvier 2008 à Marrakech au Maroc. - Le rapport de mission a été transmis. 		Avril – déc 2008	L'activité a été clôturée.
4.1.2.5	Formation sur place par des consultants internationaux	- ND	-	Janv 2008	
4.1.2.6	Appui logistique à l'Inspection Générale de l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> - L'IGE a demandé 2 véhicules pour remplacement des voyages d'études. - L'analyse de la demande par le PAGE est en cours. 		Mars – juillet 2008	Il faut que l'IGE donne un état des lieux sur le déplacement afin de motiver et de justifier la demande.
4.1.2.7	Audit d'un contrat de cession d'actif du Gouvernement à une partie privée : vente de l'avion Falcon.	<ul style="list-style-type: none"> - Le rapport du consultant a été remis au Gouvernement par le Consultant au mois d'avril 2007. - Un plan d'action a été proposé par le consultant et validé par le Gouvernement. - Le rapport de la commission parlementaire sur la vente du Falcon a été déposé au bureau de l'Assemblée le 28/7/2008. 	Suivre les conclusions qui seront réservées à l'analyse du rapport de la commission parlementaire.	PM	Le dossier est clôturé au niveau du projet PAGE. Il faut simplement suivre les conclusions réservées au dossier par les organes habilités.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
SOUS COMPOSANTE 4.2. CONTROLES EXTERNES					
SOUS COMPOSANTE 4.2.1 : COUR DES COMPTES					
4.2.1.1	Informatisation de la cours des comptes.				-
4.2.1.1.1	Acquisition du Logiciel de gestion interne à la cour des comptes et du logiciel spécialisé pour le contrôle et de suivi	<ul style="list-style-type: none"> - L'avis d'appel d'offre a été lancé mardi 6/5/2008. - Avec l'appui d'un consultant informaticien, les propositions ont analysées le 28/5/2008. - La Cours des comptes a nommé 3 cadres pour faire partie de la commission d'analyse des logiciels. - Le processus d'analyse pour le recrutement du consultant ont aboutit à la validation du rapport d'analyse le 23/7/2008. Le logiciel a été livré - une lettre de notification du marché a été envoyée à STAR SYSTEM le 4/8/2008 - Le contrat a été signé le 12/8/2008. - Une formation des utilisateurs du logiciel a débuté le 27/10/2008 et s'est clôturée le 7/11/2008. 	<ul style="list-style-type: none"> - Demander le rapport de formation - Organiser la réception définitive des logiciels. 	Juin – juillet 2008	-
4.2.1.1.2	Achat Kit Internet et climatisation (salle hébergeant le serveur)	<ul style="list-style-type: none"> - Après l'informatisation de la Cours des comptes qui a été réceptionné en septembre 2007, une convention de financement a été signée pour acquisition d'un kit Internet et des climatiseurs. - La réception des travaux réalisés au titre de cette convention est intervenue le 30/4/2008. 		Juin – août 2008	L'activité a été clôturée.
4.2.1.2	Séminaires et formations				-
4.2.1.2.1	Formation sur place par des consultants nationaux	<ul style="list-style-type: none"> - Le processus de recrutement d'un consultant national chargé de donner la formation des magistrats de la Cour des Comptes sur les Modules de (i) comptabilité Générale, (ii) Finances Publiques, (iii) Comptabilité 	Recrutement des autres consultants pour les Modules de comptabilité Générale, Finances Publiques, Comptabilité analytique,	Fév – mai 2008	Seule la formation sur le module « organisation administrative » est clôturée et il faut poursuivre la formation des autres

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		<p>analytique, (iv) analyse financière, (v) gestion, (vi) Finances et (vii) Organisation Administrative avait été lancé mais n'a pu aboutir qu'à l'identification d'un seul consultant ayant le profil demandé pour le module « Organisation Administrative ».</p> <p>- La formation sur le module « organisation administrative a démarrée le 5/5/2008 et a été clôturée par la remise des certificats le 4/6/2008.</p>	analyse financière, gestion, Finances.		modules.
4.2.1.2.2	Formation sur place par des consultants internationaux (Cour des comptes Belge)	ND	Attendre l'identification des besoins par les bénéficiaires	Janv – déc 2008	L'activité devrait démarrer au mois de janvier 2008.
4.2.1.3	Appui Logistique	<p>- La mission de la cour des comptes belge a identifié les ouvrages nécessaires pour le renforcement des capacités de la Cour des comptes du Burundi en 2007.</p> <p>- Une commande 135 livres au total soit de 58 livres chez IMPARUDI S.A de Bujumbura et de 77 livres à la LIBRAIRIE SAINT PAUL de Bujumbura respectivement en dates du 12/3/2008 et du 3/3/2008 a été lancée.</p> <p>- Tous les livres commandés à la LIBRAIRIE SAINT PAUL ont été tamponnés au cachet PAGE et réceptionnés par la Cour des Comptes du Burundi au mois de mai 2008.</p>	-	Janv – mai 2008	Activité clôturée
4.2.1.4	Financement des magistrats de la Cour des comptes pour participation à l'Assemblée Générale de l'AISCCUF.	<p>- Participation de 2 magistrats de la Cour des Comptes du Burundi à l'Assemblée Générale de l'Association des Institutions Supérieures de Contrôle ayant en Commun l'usage du Français (AISCCUF) qui s'est tenue du 28-29 janvier 2008 à Marrakech au Maroc.</p> <p>- Le rapport de mission a été transmis.</p>		Janv – déc 2008	L'activité a été clôturée.

SOUS COMPOSANTE 4.2.2 : COMMISSION FINANCES DU PARLEMENT

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
4.2.2.1	Voyage d'études	Non réalisés	Réception des besoins exprimés par les bénéficiaires	Févr – avril 2008	
SOUS COMPOSANTE 4.3 : REFORMES DU SYSTEME DES MARCHES PUBLICS.					
4.3.1	Mise en place et adoption du nouveau code des marchés publics (promulgation)	<ul style="list-style-type: none"> - Le code a été promulgué le 4/2/2008 pour entrer en vigueur le 4/10/2008. - Un nouveau comité de pilotage de la réforme a été nommé le 19/3/2008. - Les textes d'application qui accompagnent le nouveau code ont été promulgués par le président de la République en date du 11/7/2008. 		Janv 2008	L'activité a été clôturée.
	Mise en place d'un nouveau cadre institutionnel des marchés publics et des entités Autonomes	<ul style="list-style-type: none"> - Le nouveau cadre institutionnel des marchés publics a été mis en place par Décrets créant l'Agence de Régulation des Marchés Publics, la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics et les Cellules de passation des marchés dans les ministères. - Néanmoins, ces postes ne sont pas encore pourvus, hormis celui de Directeur National de Contrôle des Marchés Publics nommé le 1/10/2008. Cela handicape la mise en vigueur effective du nouveau code des marchés publics, puisque les organes ne sont pas encore fonctionnels dans le sens du Nouveau Code des Marchés Publics. 	<ul style="list-style-type: none"> - mise en place des nouveaux organes : ARMP et les Cellules de Passation des Marchés dans les - Nomination des cadres aux postes de (i) ARMP et (ii) Cellules de Passation des Marchés dans les Ministères.Ministères. 		Il faut que les organes habilités accélèrent la nomination des cadres aux postes pour rendre opérationnel le nouveau code
4.3.2	Vulgarisation du nouveau code des Marchés Publics	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché a été attribué au bureau BERGIMMO le 24/4/2008 et la signature du contrat est intervenue le 5/5/2008. - La formation de 100 gestionnaires de crédits publics identifiés dans les différents ministères a été réalisée du 19 mai au 6 juin 2008 et s'est clôturée par la remise des certificats aux participants. - Un atelier de vulgarisation des marchés publics au niveau ministériel a été organisé à Bujumbura le 16/9/2008 	-	Janv 2008	- La ministre des Finances a adressé une circulaire aux différents ministères les demandant la nomination des cellules de passation des marchés publics le 24/7/2008.

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		<ul style="list-style-type: none"> - Des ateliers de vulgarisation dans tous les ministères pour toutes les entités décentralisées (provinces et communes) ont été organisés du 19 au 30/9/2008 dans les 4 régions du pays (Région Nord, Sud, Est et Ouest). - Le rapport de vulgarisation dans toutes les régions a été réceptionné le 9/10/2008 et il a été transmis à la Banque Mondiale pour information le 22/10/2008. 			
	Atelier de vulgarisation du nouveau code	<ul style="list-style-type: none"> - Le nouveau code des marchés publics vient d'être vulgarisé dans tous les ministères et dans les entités décentralisées (provinces et communes). Dans ces dernières, l'activité a été organisée par régions (Région Nord, Sud, Est et Ouest). Le rapport de cette mission a été transmis le 02 octobre 2008 	-		Activité terminée
4.3.3	Recrutement d'un Consultant Chargé de l'établissement de la situation de référence pour le Suivi Evaluation du Système des MP.	<ul style="list-style-type: none"> - Le projet de TDRs a été élaboré par le responsable de passation de marché du PAGE et finalisés par le comité technique en date du 12/9/2008.. - La validation de la liste restreinte du rapport d'analyse des manifestations d'intérêt a été réalisée le 13/11/2008. - La demande de non objection sur le rapport d'analyse a été envoyée à la Banque Mondiale le 21/11/2008. La non objection a été réceptionnée jeudi le 18/12/2008. - La DP a été envoyée vendredi 19/12/2008 	Réception des propositions le 21 janvier 2009 .	Janv. – avril 2009	-
4.3.4	Diagnostic des renforcements des capacités des marchés publics et élaboration d'un plan d'action pour l'horizon 2010	<ul style="list-style-type: none"> - Le consultant a transmis son rapport provisoire. - Le Comité Technique a analysé les rapports à partir du 20 septembre jusqu'au 10 octobre 2008. Une réunion de validation des observations formulées a eu lieu le 9/10/2008. - Le rapport des observations du Comité Technique a été envoyé au consultant SOGEMA le 16/10/2008 pour finaliser son 	Réception du rapport définitif	Janv. 2008	

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		rapport définitif.			
4.3.5	Elaboration des documents types de passation des marchés	<ul style="list-style-type: none"> - Le rapport provisoire est disponible. - La validation des documents types a eu lieu du 2 au 25/6/2008. Une sous commission mise en place pour analyser des rapports a transmis ses observations le 4/8/2008 au comité de pilotage. Ce dernier s'est réuni pour valider le rapport produit par la sous commission en date du 26/8/2008. - Les rapports de validation ont été transmis au consultant SOFRECO le 12/9/2008 pour finaliser le rapport définitif. - Le rapport définitif portant sur les documents types mis en forme par le consultant ont été réceptionnés le 6/11/2008. - Le comité technique de suivi des réformes s'est réuni le 30/12/2008 pour adopter le projet d'ordonnance de mise en place des documents types de gestion des marchés publics suivant la nouvelle réglementation des marchés publics. 	Signature d'une ordonnance réglementant l'utilisation des documents types par le Ministre.	Janv. 2008	
4.3.6	Atelier de vulgarisation des documents types de passation des marchés	- Cet atelier est prévu après adoption des documents types par les organes habilités.	- Adoption des documents types.		La vulgarisation interviendra après un texte d'application des documents types.
4.3.7	Mise en œuvre du plan de renforcement des capacités des nouveaux organes de gestion et de passation des marchés publics	- Aussitôt le pourvoi des postes fait, il sera procédé au renforcement des capacités des nouveaux organes de gestion et de passation des marchés publics	<ul style="list-style-type: none"> - Nomination des cadres aux postes - Démarrage des formations 		Il faut attendre la nomination des cadres aux postes pour les différents organes prévus.
4.3.8	Atelier de vulgarisation des documents types de passation des marchés	- Cet atelier est prévu après adoption des documents types par les organes habilités.	- La première semaine du mois de novembre 2008		La vulgarisation interviendra après un texte d'application des documents types.
4.3.9	Participation à l'atelier sur les réformes des Marchés Publics dans l'EAC organisé par la BM à KAMPALA.	- Financement par le PAGE de 6 personnes (Président du comité des réformes des MP, le DG des MP, 1 du secteur privé, le Coordinateur du PAGE et le Responsable Passation des Marchés du PAGE) pour participer à l'atelier organisé à KAMPALA		Janv – déc 2008	Activité clôturée

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
		par la BM du 11 au 13/6/2008. - Le rapport de mission a été réceptionné.			
SOUS COMPOSANTE 4.4 : MINISTERE DE LA JUSTICE					
4.4.1. MINISTERE DE LA JUSTICE					
4.4.0	Revue documentaire du secteur de la justice	- 3 juristes locaux ont été recrutés le 24/4/2008 pour la mission de revue documentaire du secteur dans le but de faciliter la réalisation de l'étude diagnostique du secteur de la justice. - Le rapport définitif des consultants réceptionné le 23/6/2008 a été transmis au Directeur Général de la Justice le 27/6/2008.	-	Janv – févr 2008	L'activité a été clôturée.
4.4.1	Etude diagnostique du secteur de la justice.	- Le marché a été attribué le 17/6/2008 et le démarrage de l'étude a eu lieu le 27/8/2008. - Le rapport provisoire a été réceptionné le 24/10/2008 et a été transmis au Comité Technique pour analyse le 27/10/2008. - Un atelier d'analyse du rapport provisoire a eu lieu le 18/12/2008. Le rapport de l'atelier a été réceptionné le 23/12/2008. - Les observations sur l'étude diagnostique du système juridique et judiciaire du Burundi ont été transmises au consultant le 24/12/2008.	Réception du rapport pré définitif.	Janv – mars 2008	
4.4.2	Exécution des jugements portant sur les litiges fonciers	- Les fonds ont été mis à la disposition du Ministère de la justice. Nous attendons le rapport d'utilisation de ces fonds.	- Réception du rapport d'utilisation des fonds.	PM	Le ministre de la Justice tarde à transmettre le rapport d'utilisation des fonds.
4.4.3	Equipement informatique et bureautique du service de la statistique justice	- 3 PC, 3 onduleurs et une imprimante réseau ont été livrés et réceptionnés le 28/4/2008.	-	Janv – août 2008	L'activité a été clôturée.
4.4.4	Equipement informatique du service national de législation	- 3 PC, 3 onduleurs et une imprimante réseau ont été livrés et réceptionnés le 28/4/2008.	-	Janv – août 2008	L'activité a été clôturée.
4.4.2. TRIBUNAL DE COMMERCE					

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
4.4.5	Formation des magistrats du Tribunal de Commerce en droit des affaires	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché a été lancé deux fois de reprise sans succès. Il a été finalement décidé de relancer la marché par module. - le processus de passation de marché a aboutit à la signature du contrat par le consultant le 5/12/2008. 	La formation est prévue du 6 au 22/1/2009 .	Janv – mars 2008	<ul style="list-style-type: none"> - L'offre du premier consultant est tombée hors budget prévu du PAGE. Les TDRs ont été envoyé au 2^{ème} consultant qui, lui aussi n'a pas pu proposer son offre. - Il a été jugé utile de scinder le marché en autant de module prévus et de relancer le processus de recrutement des consultants formateurs individuels.
4.4.6	Appui logistique				
	- Création et équipement de la bibliothèque	<ul style="list-style-type: none"> - 12 livres ont été commandés à l'IMPARUDI le 20/3/2008 et - 10 livres sont commandés à la Librairie Saint Paul de Bujumbura le 3/3/2008. - Ils ont été tous tamponnés au cachet PAGE et réceptionnés et livrés au bénéficiaire au mois de mai 2008. 	-	Janv – août 2008	L'activité a été clôturée.
	- Equipement informatique	- 3 PC, 3 onduleurs, 1 scanner et une imprimante réseau ont été livrés et réceptionnés le 28/4/2008.	-	Janv – août 2008	L'activité a été clôturée.
4.4.7	Base de données du Tribunal de Commerce	<ul style="list-style-type: none"> - Le consultant a déjà conçu une base de données intégrant les 3 modules « le registre de commerce, les gages et les jugements ». - Des équipements ont été livrés pour assurer l'archivage des documents le 12/11/2008. - La formation des utilisateurs sur la Base de données est attendue. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réception provisoire de la base de données - Réception du rapport de formation. 	Janv – juin 2008	- Les cadres du ministère ne sont pas disponibles pour suivre la formation afin de clôturer le contrat. Il faut que le service bénéficiaire accélère le recrutement de ce personnel pour démarrer la formation sur la base de données.
	- Formation en informatique de base pour les commis dactylographes et les	- La signature du bon de commande pour la formation des commis dactylographes et les magistrats a été signée et envoyée à CAL	-	Janv – juin 2008	Activité clôturée

N°	Activités prévues pour le 3 ^{ème} trimestre 2008	Etat d'avancement	Prochaine étape	Délai prévu d'exécution	Observations et/ou recommandations
	magistrats (par CAL BURUNDI)	BURUNDI le 9/6/2008. - La formation a été dispensée.			
4.4.3. COUR SUPREME					
4.4.3.1	Création d'un site web à la Cour Suprême	- Le site provisoire a été conçu par le bureau PROMOTIC, mais ce dernier n'a pas encore débuté la formation des cadres pour une appropriation du site.	- Débuter la formation des animateurs du site. - Réception du site	Janv 2008	
4.4.3.2	Appui au CEBAC	- Le CEBAC est fonctionnel mais le volume des dossiers en possession est faible car il est encore jeune. - Une lettre a été adressée au CEBAC et CCIB le 29/8/2008 pour les informer que le Projet PAGE n'aura plus de budget pour le CEBAC après le mois de décembre 2008.	- Réception du rapport de l'état d'avancement de ses activités.	Janv – déc 2008	Le CEBAC doit développer une stratégie de communication pour convaincre les opérateurs économiques à recourir à ses services.
4.4.4. MEDIAS					
4.4.4.1	Appui logistique et charges récurrentes à l'AFJO &DHD	Le Projet assure un appui logistique à ces Associations de journalistes.		Juin – août 2008	

4.5. Réalisation des indicateurs de performance de la 4^{ème} composante.

Indicateurs	Etat de réalisations Observation				Observations
	2005	2006	2007	2008	
1) Transparence du système de passation des marchés : le nombre des appels d'offres (en % pour lequel l'invitation à soumissionner et l'attribution des marchés sont publiés excède 75%) ³	Les invitations à soumissionner sont systématiquement publiées, seules les attributions des marchés ne le sont pas encore.				La réalisation de cet indicateur sera améliorée avec la mise en place du nouveau Code des marchés publics.
2) Concurrence du processus de passation des marchés : le nombre de contrats attribués par des procédés non concurrentiel selon les montants n'excède pas 15%	Les données portant sur les marchés gré à gré par la Direction Générale des Marchés Publics sont en cours de collecte.				Même si le nouveau Code n'est pas encore en usage, le recours au gré à gré est actuellement considéré comme exceptionnel. Les données sur les marchés gré à gré doivent être disponibles par le cabinet du Ministère en charge des Finances.
3) Qualité et régularité du processus de paiement : le nombre (en %) de paiements au-delà de 45 jours ne dépasse pas 10%	Les délais des paiements des fournisseurs excèdent en général 45 jours.				
	2005	2006	2007	2008	
4) Les audits des comptes du gouvernement (comptes du trésor publics) ont été achevés dans les délais requis : réduction significative des délais entre la clôture des comptes et leur soumission à la Cour des comptes					
- Date de clôture des comptes du gouvernement (en date)	31 déc 2005	31 déc. 2006	31 déc. 2007	-	Les comptes de gestion de l'Etat sont clôturés le 31 décembre de chaque année sauf les comptes fiscaux des secteurs agricoles clôturés généralement en mars.
- Délais de transmission des comptes de l'Etat à la Cour des comptes (date)		31/7/2006	13/9/2007	28/8/2008	Après la réception des comptes, une durée allant de 3 à 5 mois d'organisation interne précède le début de l'audit des comptes par la Cour des Comptes.
5) Définition et adoption d'une stratégie de la réforme juridique et judiciaire	- Le Rapport pré final a été réceptionné le 5/1/2009 et a été transmis au comité technique pour analyse le 8/1/2009.				Un forum élargi permettra aux différents intervenants du secteur de proposer un plan de réforme du secteur juridique.
6) Mise en place du nouveau code de passation des marchés	- Le nouveau code a été promulgué le 4/2/2008 et est entré en vigueur le 4/10/2008. - Les textes d'application ont été promulgués le 11/7/2008. - Un atelier de vulgarisation du nouveau code au niveau ministériel a été organisé à Bujumbura le 16/9/2008. Des				- L'application effective du nouveau code est retardée par la mise en place des nouveaux organes de gestion des marchés publics en l'occurrence Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP), Cellules ministériels de passation des marchés.

³ Les dossiers gré à gré sont conclus conjointement par le ministère en charge du dossier et le ministère des Finances. Les données détaillées sur les marchés sont en cours de compilation dans les services des Marchés Publics.

Indicateurs	Etat de réalisations Observation	Observations
	descentes régionales pour vulgariser le document auprès des utilisateurs provinciaux ont été menées du 19/9/2008 au 30/9/2008.	<p>- Seule le Directeur de la « Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics » a été nommé le 1/10/2008.</p> <p>- L'opérationnalité du nouveau code interviendra après nomination des cadres aux différents postes.</p>
7) Formation des membres du Parlement et des médias sur le processus budgétaire.		
- nombre élevé des parlementaires formés sur le processus budgétaire	<p>- 5 parlementaires ont participé au séminaire sur le contrôle budgétaire et les procédures d'exécution des dépenses publiques (avril 2005 en Côte d'Ivoire).</p> <p>- 6 parlementaires ont fait la formation à BAMAKO sur la revue des dépenses publiques, le Contrôle Budgétaire et Procédure d'exécution des Dépenses Publiques et sur la dette extérieure et intérieure : comment maîtriser son impact sur l'économie (mars et avril 2006).</p> <p>- 53 parlementaires (des deux chambres du parlement) ont été formés sur les procédures de passation des marchés et sur la gestion budgétaire (2006 et 2007 à Bujumbura).</p>	<p>- Le renforcement des capacités sera poursuivi au courant de l'année 2009</p> <p>- Les commissions finances du Parlement ont bénéficié d'autres séminaires, voyages d'étude à l'étranger sur d'autres thèmes diversifiés (24 au total).</p>
- nombre élevé de journalistes formés sur le processus budgétaire	<p>- Pour les formations, en 2005, deux sessions de formation ont été réalisées à raison de 45 participants par session.</p> <p>- En 2006, 5 sessions de formation ont été organisées à raison de 42 participants par sessions.</p> <p>- Concernant les forums média, 3 ont été organisés en 2005 et 1 par mois au cours de l'année 2006.</p>	-
8) Adoption par le conseil des ministres de la stratégie de la gouvernance et anti – corruption définissant clairement le rôle des institutions de contrôle externe.	<p>- Des structures de lutte contre la corruption ont été créées notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la Cour anti-corruption • la brigade spéciale de lutte contre la corruption; • la Cour des Comptes • l'inspection générale de l'Etat (IGE) ; <p>- Une enquête sur la corruption a été menée par l'Institut de la Banque Mondiale et le rapport final a été vulgarisé dans un atelier réalisé du 8 au 9/9/2008.</p> <p>- Une revue documentaire des études déjà réalisées sur la corruption au Burundi a été réalisée au mois de mai 2008.</p>	Le rapport de l'enquête sur la corruption propose une stratégie de lutte contre la corruption au Burundi qui devra être adoptée par le Gouvernement.

Composante V. Unité de Coordination du Projet.

En ce qui concerne la situation des décaissements du projet au 31/12/2008 (en BIF), les décaissements du 01 janvier au 31/12/2008 sont de **5.462.635.187 BIF** soit un accroissement de **59,51 7°** aux réalisations cumulés au 31/12/2007 (**9.180.053.782 BIF**).

Le total des décaissements et des engagements au 31/12/2008 est **15.894.895.172 BIF** soit **61,137°** du crédit.

Le budget qui reste au 31/12/2008 est de **10.105.104.828 BIF** soit **38,87 7°** du crédit.

5.1. Exécution budgétaire par composante au 31 décembre 2008 par rapport au total du crédit.

Code	Budget par composante	Budget par composante (1)	Décaissement au 31 décembre 2008 (2)	En cours de paiement (3)	Total (2) + (3) = 4	Solde (1) - (4)
1	Appui à la gestion macroéconomique	3 024 297 586	2 480 136 148	5 450 321	2 485 586 469	538 711 117
2	Amélioration de la transparence dans la gestion macroéconomique	11 962 639 756	4 318 795 735	588 431 607	4 907 227 342	7 055 412 414
3	Développement du secteur privé	5 080 613 440	3 079 765 011	482 050 294	3 561 815 305	1 518 798 135
4	Bonne gouvernance et justice	2 942 173 674	2 081 867 020	116 882 420	2 198 749 440	743 424 234
5	UCP	2 990 275 544	2 682 125 055	59 391 561	2 741 516 616	248 758 928
	Total général	26 000 000 000	14 642 688 969	1 252 206 203	15 894 895 172	10 105 104 828

5.2. Etat de la situation patrimoniale au 31/12/2008 (exprimé en Francs Burundais)

ACTIF		
	Bilan au 31/12/2008	Bilan au 31/12/2007
REALISATIONS	14 642 688 969	9 180 053 782
FOURNITURES	1 611 481 814	1 198 538 070
TRAVAUX	164 283 421	130 065 715
SERVICES DE CONSULTANTS	8 610 499 118	4 897 475 853
FORMATION	2 558 205 550	1 723 090 654
REMBOURSEMENT PPF	-	
CHARGES DE FONCTIONNEMNT	1 698 219 066	1 230 883 490
Autres actifs	490 946 586	1 227 709 977
Demande de retrait des Fonds	438 474 801	1 224 277 805
Avance et acompte au personnel	648 778	541 058
Assurance à récupérer	-	
CSN	13 310	13 310
Charges payés d'avance	179 754	2 877 804
Montant à récupérer sur le don japonais	51 120 918	
Montant à récupérer sur le don minier	509 025	
Demande de contre partie du gouvernement	-	
Valeurs disponibles	561 222 832	371 827 929
Compte spécial IDA BRB 3302/173	554 832 495	306 955 264
Compte du projet	6 390 337	64 872 665
Caisse	-	
TOTAL GENERAL ACTIF	15 694 858 387	10 779 591 688
PASSIF		
Financements	14 892 144 852	8 749 557 158
Financement IDA	14 463 595 359	8 366 855 729
Fonds de contre partie du gouvernement	324 999 999	324 999 999
Autres Ressources	103 549 494	57 701 430
Exigible à court terme	802 713 535	2 030 034 530
Demande de retrait de fonds en attente	438 474 801	1 224 277 805
Demande de contre partie du gouvernement	-	
Fournisseurs	363 983 025	797 827 589
CNS	-	
Créditeurs divers	255 709	7 929 136
Rémunération net due	-	
Contribution à la solidarité nationale	-	
TOPTAL PASSIF	15 694 858 387	10 779 591 688

5.3. Etats des ressources et des emplois au 31/12/2008

RESSOURCES	Année 2008	Année 2007
Financement IDA	6 096 739 630	3 632 682 462
Contre partie du gouvernement		108 333 333
Autres Ressources	2 300 697	12 475 000
Fournisseur et Autres créditeurs	- 1 227 320 995	1 087 525 243
TOTAL DES RESSOURCES (A)	4 871 719 332	4 841 016 038
EMPLOIS PAR COMPOSANTE		
COMPOSANTE 1	619 293 913	1 457 002 070
COMPOSANTE 2	1 616 997 061	1 477 301 550
COMPOSANTE 3	1 752 572 134	1 031 284 263
COMPOSANTE 4	833 236 486	537 571 113
COMPOSANTE 5	640 535 593	523 617 256
Différence de conversion	-43 547 367	-96 993 674
TOTAL DES EMPLOIS (B)	5 419 087 820	4 929 782 578
Autres actifs (c)	- 736 763 391	324 059 941
VARIATIONS NETTES DE TRESORERIE AU 31/12/2008 (B1+B2+B3)	189 394 903	-412 826 481
Compte spécial (B1)	247 877 231	- 383 654 890
Compte du Projet (B2)	- 58 482 328	- 29 171 591
Caisse (B3)		
VARIATIONS NETTES DE TRESORERIE AU 31/12/2008 (A)-(B)-(C)	189 394 903	- 412 826 481

5.4. Etats des recettes et des dépenses au 31/12/2008

RECETTES	CUMUL AU 31/12/2008	EXERCICE 2008	CUMUL AU 31/12/2007
Financement IDA	14 463 595 359	6 096 739 630	8 366 855 729
Fonds de Contre Partie Gouvernement	324 999 999	0	324 999 999
Autres ressources	103 549 494	45 848 064	57 701 430
TOTAL RECETTES	14 892 144 852	6 142 587 694	8 749 557 158
Fournitures	1 611 481 814	412 943 744	1 198 538 070
Service de consultants et formations	11 168 704 668	4 548 138 161	6 620 566 507
Travaux	164 283 421	34 217 706	130 065 715
Charges de fonctionnement	1 698 219 066	467 335 576	1 230 883 490
TOTAL DES DEPENSES	14 642 688 969	5 462 635 187	9 180 053 782
Excédents/ déficit des ressources sur les dépenses	249 455 883	679 952 507	-430 496 624